

ESPACE

de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / MAI 2016 / N°449

Attentat à la candeur

Éditeur responsable: Jean De Brucker - CP 2000 Campus de la Plaine 1050 Bruxelles - Bureau de l'édition: Bruxelles X - P 204036 - Mensuel - 2€, ne paraît pas en juillet



3 Éditorial

Ce n'est pas une prière mais un souhait. Par Henri Bartholomeeusen.

4 Droit de suite

6 Livres ensemble

6 Droit au but (social). Quand le CAL modifie ses statuts fondamentaux, cela vaut bien un article. Benoît Van der Meerschen était aux premières loges.

9 Cette bonne vieille «invasion arabe». La bataille de Poitiers, c'était hier. Malgré cela, pour certains, l'invasion sarrasine ne fait que croître et embellir. N'est-ce pas, Achille Verne ?

12 International

14 La religion, cette embarrassante croyance de l'humanité. Algérie, Iran, Daech : autant d'exemples qui permettent de bien comprendre la force politique de la religion, trop souvent négligée par la gauche. Sabine Schrader nous l'explique autour d'un livre de Jean Birnbaum.

17 Au pays des enfants fantômes. Être homo en Italie n'est pas une sinécure. Mais quand il s'agit d'adopter un enfant, cela devient carrément sportif. Pierre Jassogne témoigne.

20 Dossier Attentat à la candeur

Les attentats de Bruxelles ont causé de terribles blessures ; mais leurs lendemains en ont rouvert d'anciennes. Notre histoire porte en elle les germes de bien des dysfonctionnements. L'émergence de l'islamisme radical questionne notre modèle de société. «Espace de Libertés» vous offre quelques pistes de réflexion.

64 Entretien

Olivier Bailly a rencontré Charlotte Bienaimé, qui a exploré les tréfonds de l'âme des «féministes du monde arabe».

70 Espace de brièvetés

72 Arts

74 Du rêve américain d'hier au rêve européen d'aujourd'hui ?

Le point d'interrogation n'est pas fortuit. Sous la plume de Soraya Soussi, l'histoire de la Red Star Line remue les souvenirs d'exodes tragiques d'hier pour mieux comprendre les migrations d'aujourd'hui.

76 Érasme, d'encre et de papier chiffonné.

Amélie Dogot n'a pas fait de boulette en allant voir «Dieu, Érasme et moi» : elle est revenue enchantée de ce spectacle de théâtre d'objets au cours duquel une conteuse redonne vie au «moinillon rebelle» de Rotterdam.

78 Ce n'est pas la fête au village...

Eurovillage, vous connaissez ? Nous non plus, avant d'avoir vu le film. Grâce à Frédéric Vandecasserie, découvrons un documentaire au travers duquel on questionne l'essence du sol, de la terre natale et de l'exil.

80 Coup de pholie

Orthographe : touchée mais pas coulée. Par Véronique Bergen.

Édito / Par Henri Bartholomeeusen, président du CAL

Ce n'est pas une prière mais un souhait

La laïcité, principe humaniste qui fonde le régime des libertés et des droits humains sur l'impartialité du pouvoir civil démocratique dégagé de toute ingérence religieuse, oblige l'État de droit à assurer l'égalité, la solidarité et l'émancipation des citoyens par la diffusion des savoirs et l'exercice du libre examen. Voici en quels termes l'assemblée générale du Centre d'Action Laïque a estimé pouvoir, ce 16 avril 2016, définir ou clarifier le concept de laïcité sans abdiquer pour autant la diversité et la spécificité de ses actions. Au rang de celles-ci, notamment, la défense d'une communauté non confessionnelle. Nous le voyons, si pour les laïques, aucun texte n'est sacré, ils montrent une fois de plus leur propre capacité à remettre les leurs en question.

Le 14 janvier 2015, à la suite de l'attentat au Musée juif de Bruxelles, notre Premier ministre convoquait les représentants des cultes et de l'action laïque à exprimer ensemble leur attachement à la démocratie, aux droits humains, aux libertés fondamentales (dont la liberté religieuse et d'expression), à l'égalité de l'homme et de la femme. Dans les grands moments d'émotion, il n'est donc pas rare de voir les chefs de culte s'associer à la société civile pour en proclamer publiquement les valeurs. Après les récents attentats de Paris et de Bruxelles, monsieur Michel invite les mêmes à déclarer solennellement défendre les libertés religieuses, d'expression et l'égalité de l'homme et de la femme. Ils préciseront sans doute une fois encore que les terroristes défendent une conception fautive de la religion. Certes. Mais l'émotion ne devrait-elle pas progressivement faire place à la lucidité et à l'exigence ?

Que peut comprendre un citoyen catholique lorsque la loi canonique qui punit des peines les plus graves les «délits» d'apostasie et de blasphème n'est pas proposée à révision ? Que peut comprendre un citoyen musulman lorsque le Coran, réputé incréé, parole de Dieu et donc ininterprétable, consacre plus de sourates et de versets à encourager le meurtre des polythéistes, des incroyants et des juifs qu'à vanter les vertus de la tolérance, de l'amour et de la paix ? À expliquer que la femme fut créée soumise à l'homme par la volonté d'Allah ? Le temps n'est-il pas venu pour nos chefs religieux de mieux habiter leurs propos et cesser de louer Janus, dieu romain qui regarde dans deux directions opposées ?

À l'heure où la société civile comprend la nécessité urgente d'inscrire le principe de la laïcité dans notre Constitution, est-ce trop demander à nos amis chrétiens d'accepter d'adapter leur loi ? Est-ce trop demander à nos amis musulmans de défendre le Coran comme une interprétation humaine de la parole de Dieu, et compatible avec nos valeurs plutôt que comme parole de Dieu, tout aussi légitime dans ses incitations au meurtre que dans sa promotion de l'amour universel ? Puissent-ils également remettre l'ouvrage sur le métier. Ce n'est pas une prière mais un souhait. 🌹

Finir le facho ?

Le 6 avril dernier, Beate et Serge Klarsfeld ont pris la parole devant la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. En association avec Avocats sans frontières et d'autres associations, ils ont en effet intenté une action contre le polémiste Alain Soral qui avait publié, sur sa page Facebook, leur portrait ainsi sous-titré: «Voilà ce qui arrive quand on ne finit pas le boulot...» Pourquoi? Parce qu'en mai 2015, le président allemand remettait au couple franco-allemand l'ordre du Mérite, décoration suprême, pour leur traque des criminels nazis et leur lutte contre l'antisémitisme.

Selon Alain Soral, il aurait donc mieux valu que ceux qu'il appelle les «persécuteurs de vieux nazis» soient exterminés au cours de la «solution finale». Ce faisant, il regrette que des Juifs aient survécu —des dizaines d'enfants de déportés étaient présents à l'audience—, mais aussi que tous les opposants aux nazis n'aient pas subi le même sort, à l'instar de Beate Klarsfeld, Allemande et non juive.

Déjà sous le coup de nombreuses condamnations pour injures racistes, Alain Bonnet de Soral, absent lors de l'audience, est cette fois accusé d'apologie de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. La procureure a requis trois mois de prison avec sursis. Prononcé le 14 juin 2016. (sl)



Socle balkanique

Voilà un livre qui intéressera tous ceux pour qui l'élargissement de l'Europe vers l'Est reste une énigme, tant elle s'est produite rapidement et concomitamment à l'apparition d'un certain nombre de grains de sable dans les rouages. Les Balkans véhiculent une imagerie populaire elle aussi bien étrange, associée à des guerres incessantes déjà bien entamées dans les albums de Tintin et même aux temps encore plus reculés de l'Empire ottoman. Dans cet ouvrage, on a tenté de dissiper quelques stéréotypes en abordant la «question balkanique» (déjà tout un programme) par une approche ethno-anthropologique et à travers les

thèmes les plus variés, des simples objets du quotidien aux récits paysans sur l'origine d'animaux et de fleurs. Pas fleur bleue pour autant, cette étude, car c'en est une, est l'œuvre de Marianne Mesnil, ethno-anthropologue de l'ULB, et de la linguiste et ethnologue Assia Popova, qui a étudié, elle, à Sofia et à Moscou avant Paris. Des spécialistes qui se sont rencontrées dans les années 80 sur ce terrain commun balkano-volcanique. (yk)



Marianne Mesnil et Assia Popova, «Les eaux-delà du Danube. Études d'ethnologie balkanique», Paris, Petra, 2016, 360 pages. Prix: 28 euros

Je suis rital et je le reste

On a célébré récemment les 50 ans de l'immigration turque et marocaine en Belgique. Mais on oublie parfois que cette dernière fut précédée de 20 ans par une immigration italienne. L'évocation de cet afflux de travailleurs venus ruiner leur santé à gagner leur vie dans nos mines prend tout son sens alors que, le 8 août de cette année, on déplorera le soixantième anniversaire de la catastrophe minière du bois du Cazier, à Marcinelle. Deux cent soixante-deux mineurs y perdirent la vie, italiens pour la plupart. Les responsables n'ont jamais été inquiétés. Fera-t-on enfin le procès de cet épisode noir de l'histoire industrielle belge?

Un ouvrage dirigé par Anne Morelli, que vient de publier Couleurs Livres, revient sur les 70 années d'immigration italienne, ajoutant à l'histoire déjà écrite quelques aspects encore peu étudiés, comme la deuxième vague arrivée dans les années 60 et 70 avec ses motivations particulières et ses ancrages spécifiques. De même, on ne s'était pas encore penché sérieusement sur les particularités du comportement linguistique, culturel, social et politique de cette population.

C'est à présent chose faite grâce à ce volume réalisé avec toute la rigueur scientifique qui sied à une telle brochette de chercheurs universitaires gravitant essentiellement autour de l'ULB. (yk)



Anne Morelli (dir.), «Recherches nouvelles sur l'immigration italienne en Belgique», Bruxelles, Couleurs Livres, 2016, 160 pages. Prix: 18 euros

Quand j'entends le mot culture, j'ouvre un livre

Roland de Bodt, chercheur et écrivain, grand connaisseur des questions culturelles, s'est associé au comédien Claude Fafchamps pour nous livrer un ouvrage qui explore les cultures: celles des libertés, des droits fondamentaux, de la démocratie et de la culture elle-même. Ou plus si affinités. Ce petit ouvrage est consacré à l'éthique de l'action culturelle, essentiellement dans le domaine de la démocratie et de la reconnaissance de l'humanité en nous. On l'aura compris: cela ne remplace pas une soirée aux Bouffes parisiens, mais c'est salutaire dans un monde où culture rime souvent avec censure. (yk)



Roland de Bodt et Claude Fafchamps, «L'humanité en nous. Pour une culture de la démocratie», Cuesmes, éditions du Cerisier, coll. «Place publique», 2015, 227 pages. Prix: 7 euros



Droit au but¹ (social)

Ce 16 avril, à l'ULB, le Centre d'Action Laïque, notre association, a tenu son assemblée générale annuelle. Une assemblée générale venant couronner une année peu ordinaire, une année marquée par des crises sans précédent et qui fait apparaître, de plus en plus, la nécessité de redéfinir la laïcité pour ce qu'elle est réellement.

Par Benoît Van der Meerschen
Secrétaire général adjoint

Pour reprendre une phrase de Flaubert: *«L'avenir nous tourmente, le passé nous retient, peut-être est-ce pour cela que le présent nous échappe.»* Le mouvement laïque ne peut évidemment se satisfaire d'un monde où, loin des valeurs universelles, les seuls choix que l'on semble nous proposer seraient à effectuer entre une société de consommateurs béats ou un repli aveugle vers les fous de Dieu. Avec un sentiment d'impuissance d'autant plus marqué que l'éloignement des lieux de décision rend difficile, pour le citoyen, de se sentir acteur de la cité et des grands choix sociétaux.

Dans cette mutation, il convient de penser le monde dans sa totalité plutôt que de le réduire à des identités assignées, à des places déterminées, à des origines immuables ou des communautés fermées sur elles-mêmes.

Sortir de l'ambiguïté

Dans ce cadre, comment la laïcité peut-elle offrir la perspective du vivre libre, ensemble et, ainsi, contribuer

au bonheur et à l'émancipation des personnes? Le danger de cadenciser tout débat dans une vaine opposition entre les religieux et les «laïcistes» est bien présent. Face à ces enjeux, certains imaginent la laïcité comme *«mouvance plurielle»* qui permettrait une infinité de définitions. Pour vider un concept de son sens, il suffit de lui accoler un adjectif. Certains s'en sont fait les champions, parlant de «laïcité ouverte», «laïcité objective», «laïcité plurielle» sans oublier l'«intégrisme laïque».

Si nous ne sommes définitivement pas l'Église des mécréants, une ligne claire est souhaitable. La bonne définition de la laïcité est donc essentielle, au moment où se discute une possible modification de la Constitution, le remplacement progressif des cours de religion –et donc de morale laïque– par un cours de citoyenneté, de philosophie et d'approche du fait religieux.

C'est à ce travail, fondateur, que s'est attelée l'assemblée générale de ce 16 avril 2016.

Définir la laïcité

En 1969, les fondateurs du CAL s'étaient accordés sur une définition de la laïcité qui se lisait comme suit: *«Par laïcité, il faut entendre la volonté de construire une société juste, progressiste et fraternelle, assurant à chacun la liberté de la pensée, de son expression, adoptant le libre examen comme méthode de pensée et d'action, le tout en dehors de tout dogme et en respectant autrui dans (entendre: pour) ses convictions.»*

En 1999, une assemblée générale décida de modifier l'article 4 des statuts du CAL. Le texte se lisait désormais ainsi:

«Par laïcité, il faut entendre d'une part: La volonté de construire une société juste, progressiste et fraternelle, dotée d'institutions publiques impartiales, garante de la dignité de la personne et

des droits humains assurant à chacun la liberté de pensée et d'expression, ainsi que l'égalité de tous devant la loi sans distinction de sexe, d'origine, de culture ou de conviction et considérant que les options confessionnelles ou non confessionnelles relèvent exclusivement de la sphère privée des personnes.

Et d'autre part:

L'élaboration personnelle d'une conception de vie qui se fonde sur l'expérience humaine, à l'exclusion de toute référence confessionnelle, dogmatique ou surnaturelle, qui implique l'adhésion aux valeurs du libre examen, d'émancipation à l'égard de toute forme de conditionnement et aux impératifs de citoyenneté et de justice.»

Lors de cette AG, l'on passait ainsi d'une définition sur laquelle pouvait s'accorder le plus grand nombre à un texte qui prétendrait distinguer laïcité politique et laïcité philoso-



© CAL

L'artisan du changement: Henri Bartholomeeusen, président du CAL.

¹ Devise de l'Olympique de Marseille.

phique, la laïcité « *d'une part* » de la laïcité « *d'autre part* ».

Une dualité qui prêta rapidement le flanc aux interprétations diverses et autres. Politique, d'une part, elle se réduisait rapidement à la séparation de l'Église et de l'État. Philosophique, d'autre part, à l'assistance ou la défense de la communauté non confessionnelle bientôt elle-même identifiée aux seuls athées et agnostiques.

Dès lors, après de nombreux débats au sein des instances du mouvement laïque, notre assemblée générale s'est prononcée à une très large majorité pour une nouvelle définition de la Laïcité qui s'énonce ainsi : « *Le CAL a pour but de défendre et de promouvoir la laïcité.*

La laïcité est le principe humaniste qui fonde le régime des libertés et des droits humains sur l'impartialité du pouvoir civil démocratique dégagé de toute ingérence religieuse.

Il oblige l'État de droit à assurer l'égalité, la solidarité et l'émancipation des citoyens par la diffusion des savoirs et l'exercice du libre examen. »

La laïcité, nous la voulons sans attribut, minimaliste, non confondue avec l'infinité des actions qu'elle peut fonder. Nul abandon de l'assistance morale de la communauté non confessionnelle pour autant : il s'agit simplement de ne pas la confondre avec notre définition.

La laïcité, avenir des religions

Tout le monde a le droit de pleinement vivre ses convictions. C'est

un droit fondamental et il doit être défendu. Pour autant, trop souvent, force est de constater qu'*« il y a toujours une bagarre à la clé quand on cause religion »*².

Et il est vrai que bon nombre des dossiers qui préoccupent le Centre d'Action Laïque *« ont montré la solidarité active dont font preuve les tenants du conservatisme religieux, à quelque confession qu'ils appartiennent, pour faire prévaloir [...] la primauté de leurs valeurs sur l'universalité des droits »*³. On le voit par exemple encore aujourd'hui avec l'euthanasie ou l'IVG.

L'idée d'un être humain maître de ses choix et de son destin continue à faire peur à certains.

Pourtant, si l'on veut arriver à une vie commune apaisée où chacun ne cherche pas à imposer ses propres choix à l'ensemble de la société, la Laïcité telle que désormais définie à l'article 4 des statuts du CAL est la bienvenue. Nous avons tous tout à y gagner. Et les religions, les premières, qui y trouveront la garantie de leur pérennité et de la liberté de leurs adeptes à pratiquer le culte de leur choix —ou de n'en pratiquer aucun. ✚

² Seán O'Casey.

³ Sophie Bessis.

Cette bonne vieille « invasion arabe »

Charles Martel n'est pas mort. Au détour d'une phrase, le pape en personne a ressuscité sa mémoire en évoquant une « invasion arabe ». Quiproquo ?

Par Achille Verne
Journaliste

En mars dernier, *La Vie* faisait sensation en mettant à la une un entretien-choc avec le pape François. Une « délégation d'acteurs du christianisme social » avait été reçue au Vatican. L'hebdomadaire français en assurait le compte rendu. Il y était question de réflexions du souverain pontife sur l'Europe, la laïcité ou encore la mondialisation. C'est dans ce cadre que François tint des propos « *ni verrouillés par un service de communication, ni formulés en langue de bois* » où les mots « *invasion arabe* » furent prononcés. « *C'est un fait social* », avait ajouté le pape.

Un beau bordel suivi

Aussitôt, *La Vie* a sorti le parapluie. « *La Vie* », pouvait-on lire dans ses colonnes le 2 mars, « *n'y voit pourtant pas une adhésion du pape François, souvent présenté comme un pape "progressiste", au concept de "grand remplacement" défendu par l'extrême droite* ». C'est que, sortie de son contexte, la citation papale avait aussi sec été récupérée par l'extrême droite française. Le maire de Béziers Robert Ménard se réjouissait ainsi de

l'emploi du terme « invasion », s'appliquant au passage à informer Sa Sainteté « *que la majorité des Arabes est musulmane* ». Quant au FN Joffrey Bollée, il affirmait que le pape venait d'inventer le « *concept d'invasion positive* »... Diable !

Mais ce n'était pas tout. Pour tout arranger, le pape avait engagé la France à « *devenir un État plus laïque* ». « *Votre laïcité est incomplète* », avait-il décrété. L'affirmation fit immédiatement les choux gras de Ménard et de Bollée... Peu importe —comme l'affirma *La Vie*— que le pape ait voulu ainsi encourager « *une laïcité saine [qui] comprend une ouverture à toutes les formes de transcendance, selon les différentes traditions religieuses et philosophiques* ».

Bref, cet entretien truffé de malentendus constituait assurément une bombe que le journal *Le Monde*, lequel appartient au même groupe de presse que *La Vie*, se fit fort à son tour de désamorcer. « *Personne ne conteste l'exactitude du verbatim "invasion arabe"* », écrivait la journaliste Cécile Chambraud. *En revanche, c'est l'interprétation qui a déclenché la contro-*



Octobre 732 : la bataille de Poitiers fait rage, opposant Charles Martel aux troupes omeyyades. L'« invasion » militaire est enrayée (peinture de Charles de Steuben, Musée d'histoire de France, Versailles).

verse.» Dès lors, *La Vie* et *Le Monde* n'ont eu de cesse de chanter en chœur les louanges d'un pape qui croit dans le dialogue avec l'islam, prône l'accueil des réfugiés, vante une Europe séculaire faite et tissée par les migrations. « *Le pape de Lampedusa n'est pas le pape du Front national.* »

Un rétropédalage fébrile

On entrevoit la logique temporelle de cet apparent quiproquo. Premièrement, le pape a évoqué cette « invasion barbare » dont l'herméneutique a pu échapper à ses interlocuteurs (c'est ce qu'on a pu lire ici et là). Deuxièmement, *La Vie* a « anglé » l'entretien

avec le souverain pontife en insistant sur quelques mots volontiers psychotiques, croyant ainsi s'adjuger un scoop planétaire. Troisièmement, le sang du Vatican n'a fait qu'un tour. Le père Federico Lombardi, son porte-parole, a ainsi affirmé au journal français *La Croix* que « *le pape n'a pas parlé d'une "invasion violente ou préoccupante"* ». On respire.

Mal prise, *La Vie* s'est derechef lancée dans un rétropédalage fébrile. « *Cette polémique* », relevait sans rire le directeur de sa rédaction Jean-Pierre Denis, « *a sans doute contribué à masquer l'une des véritables nouveautés de ce long entretien : alors que les catholiques français*

sont de plus en plus marqués à droite, c'est une forme de réhabilitation des catholiques de gauche, qui étaient personnae non gratae au Vatican depuis des décennies ».

Pour faire barrage à l'extrême droite, une partie de la gauche a logiquement renvoyé l'ascenseur au pape en prenant son parti. Ainsi, pour Philippe de Roux, fondateur du courant des Poissons roses au PS français et organisateur de l'entrevue, « *le pape a bien dit "invasion". Mais s'il a pris ce mot-là, c'est parce qu'il est dans notre imaginaire* ». Un imaginaire débordant, en l'occurrence.

Une expression clivante et... invasive

Les mots « invasion arabe » sont par définition clivants. On se rappelle de cette vidéo qui évoquait une Bruxelles majoritairement arabe, et donc musulmane, en 2050. On se souvient tout autant d'Anders Behring Breivik qui se disait engagé dans une croisade pour « *sauver la Norvège et l'Europe de l'Ouest face, entre autres [...], à une invasion musulmane* ». Gisèle Orebi, mieux connue sous le nom de plume de Bat Ye'or (« fille du Nil » en hébreu), a elle aussi fait de l'« invasion musulmane » son fonds de commerce. Dans *Eurabia*, elle décrit un monde arabo-musulman conquérant en passe d'écraser l'Europe décadente. Laquelle aurait négocié cher et vilain son appui à la Palestine et l'ouverture de ses frontières méditerranéennes aux migrants pour finalement accorder son feu vert à l'islamisation de sa population. Grossier, ce scénario est devenu un classique de

l'extrême droite. Mais il fait également peur aux « simples » chrétiens d'Europe, ce que Daech a bien compris. Les services de renseignements italiens ont ainsi intercepté des conversations téléphoniques dans lesquelles l'État islamique menace de faire venir en Europe 500 000 à 700 000 migrants afin de la frapper « psychologiquement ».

Mais l'invasion arabe est aussi un repoussoir que peuvent utiliser à demi-mot des esprits bien-pensants. Ainsi, dans les colonnes du *Soir*, Monseigneur Antoine Audo, évêque d'Alep et président de Caritas Syrie, a-t-il pris en 2015 ses distances vis-à-vis d'un accueil trop généreux des migrants. À la réflexion « *certains leaders européens disent qu'ils accepteraient d'accueillir des réfugiés, mais uniquement des chrétiens...* », il répondait : « *Le Pape a lancé un appel à accueillir tout le monde. Cet accueil de tous reste fondamental pour l'Église. Par contre, j'appelle le peuple chrétien d'Occident à adopter un état de veille. Il faut que l'Europe garde son cachet chrétien. Il ne faut pas céder le terrain à des conquérants, à des gens qui prétendent envahir la chrétienté à n'importe quel prix.* » Objection du journaliste : « *Ici, on parle de réfugiés, pas de conquérants...* » Et Mgr Audo de conclure l'entretien : « *Oui, bien sûr. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas être attentif au danger. Les Européens sont d'une grande naïveté. Il ne faut pas brader l'histoire chrétienne de l'Europe.* » ♦

14 La religion, cette embarrassante
croyance de l'humanité

17 Au pays des enfants fantômes

*La grande mosquée d'Alger pendant le Ramadan.
Des animations largement subventionnées par
l'État pour diminuer l'influence des imams.*

La religion, cette embarrassante croyance de l'humanité

«Un silence religieux. La gauche face au djihadisme»¹, l'ouvrage de Jean Birnbaum, récemment paru au Seuil, ouvre multitude de débats. Et remet en question nombre de certitudes d'une gauche qui croyait en avoir fini avec les croyances religieuses.

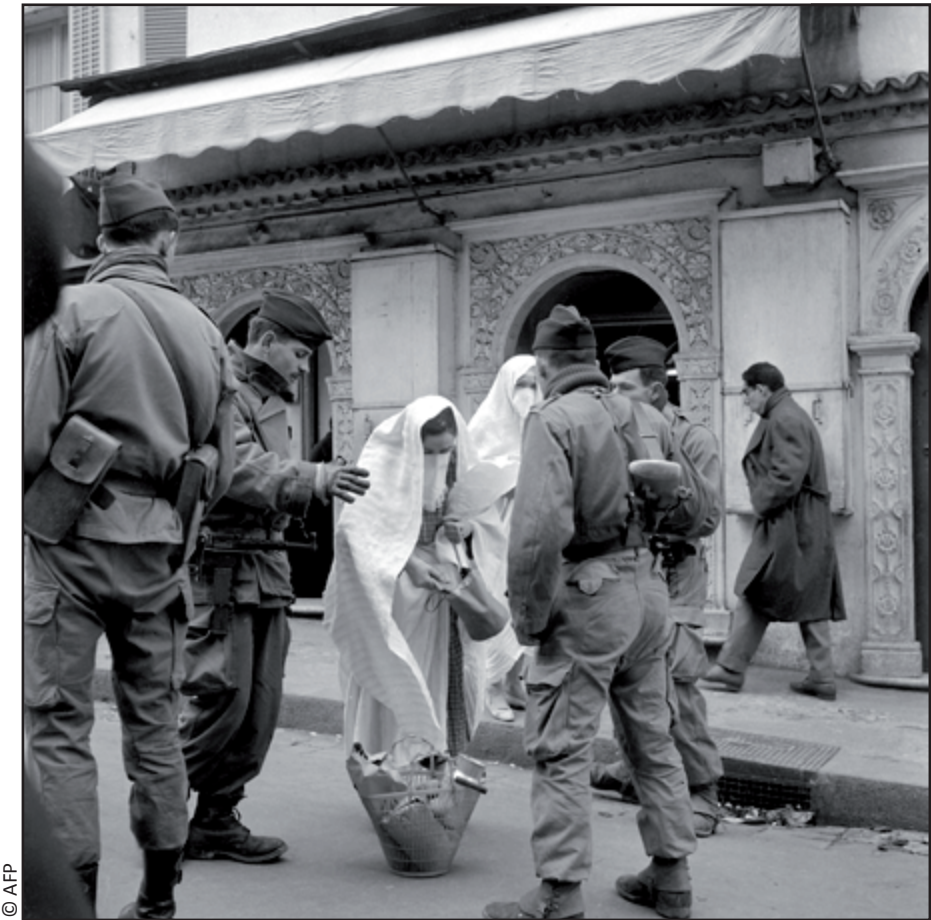
Par Sabine Schrader
Journaliste

Jean Birnbaum, rédacteur en chef du *Monde des Livres*, a grandi dans la mémoire de la guerre d'Algérie, qu'il évoque d'ailleurs dans son ouvrage, pour être l'un des premiers malentendus entre la gauche et l'islam. «Ce livre est une tentative de creuser les contradictions d'une pensée de gauche, dont je suis moi aussi l'héritier», explique-t-il. Ce malentendu entre pensée de gauche et islam, il l'illustre dès le premier chapitre, en rappelant les déclarations de François Hollande et de son ministre des Affaires étrangères, après les attentats de Paris, affirmant que ceux-ci n'avaient «rien à voir avec l'islam»², montrant par là combien la dimension religieuse est systématiquement minimisée par la gauche. Il faudrait nuancer une telle assertion: l'islam, ce n'est pas «que» ça. Il existe autant d'interprétations de l'islam qu'il y a de lectures du Coran. Donc, l'islam, c'est aussi «ça», d'autant qu'il a jusqu'à présent échoué dans ses tentatives de modernité, dont le radicalisme en est le plus farouche opposant: «Toutes les

religions sont travaillées par des crispations doctrinaires, et c'est particulièrement vrai pour le monde arabo-musulman», reconnaît Jean Birnbaum, se référant au philosophe Christian Jambet et à ses travaux sur la philosophie islamique qui intègre le religieux dans la pensée rationnelle, au lieu de l'opposer. «En ne prenant pas le religieux au sérieux, les intellectuels n'ont pas suffisamment soutenu les musulmans qui essaient de soustraire leur foi au fanatisme.»

La question de la religion dans les révoltes arabes

Jean Birnbaum revient sur l'épisode de la guerre d'Algérie, largement marquée par une lecture marxiste des événements, où les combattants du Front de libération nationale ont longtemps été associés à des révolutionnaires qui combattaient le colonialisme et dont les convictions religieuses restaient anecdotiques aux yeux des Occidentaux. Pourtant, dès le début, certains



© AFP

Apparence, contrôle, colonisation: Algérie, 1960.

intellectuels, dont Pierre Maillot, ont attiré l'attention sur l'islamisation mise en place par le nouveau pouvoir en Algérie: l'officiel combat contre la colonisation en cachait un second, plus profond, visant à chasser les infidèles de la terre d'islam... Jean Birnbaum pose alors l'inévitable question: le «socialisme» algérien n'avait-il de réalité que dans la tête de la gauche occidentale? La réponse se trouve dans les propos du président Ben Bella, lors d'un entretien au *Monde* le 4 décembre 1980, où il dira combien la foi et l'islam l'ont aidé dans ses combats, reléguant le nationalisme loin derrière, le qualifiant même d'«invention de l'Occident»³.

La révolution en Iran a peut-être eu le mérite de jouer cartes sur table en s'autoproclamant spontanément islamique. Michel Foucault, envoyé sur place pour réaliser un reportage à l'époque, insistera sur cette dimension religieuse, lui aussi à contre-courant de la plupart des penseurs de gauche, qui croient encore à une révolution contre l'impérialisme et ses injustices économiques. Pourtant, politique et religion ne feront qu'un et la révolte aboutira à la création de l'État islamique. Et si, dans son livre, Jean Birnbaum n'évoque pas les printemps arabes, c'est pour la même raison: «J'avais écrit un article au *Monde*, intitulé «Isla-

3 Ibid., p. 97.

1 Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris, Le Seuil, 2016, 240 pages.

2 Ibid., p. 41.

La gauche d'aujourd'hui continue à entretenir des relations ambiguës avec le mouvement islamiste.

misme, le sourire du spectre”, en faisant référence à Foucault. On m’a traité d’oiseau de mauvais augure... Pourtant les printemps arabes aussi sont devenus religieux. On y trouve toutes sortes d’excuses, d’enjeux géopolitiques, économiques, sociaux... qui existent, bien sûr, mais la seule énergie en est l’énergie religieuse. La vraie question, c’est celle de l’autonomie spirituelle d’un mouvement comme Daech.»

De l’incapacité de la gauche à prendre la religion au sérieux

Jean Birnbaum remonte alors aux principaux maîtres à penser de la gauche, dont Marx, qui n’a pourtant jamais sous-estimé l’importance de la religion, au contraire: «*Si la religion est la grande affaire de Marx, c’est que sa pensée est d’abord une pensée de l’aliénation, écrit-il, et qu’à ses yeux la “détresse spirituelle” constitue l’aliénation par excellence [...] et tout l’effort de Marx consistera à surmonter cette scission intime afin de réconcilier l’homme avec lui-même. [...] Penser l’émancipation, c’est d’abord penser l’aliénation. La religion étant la mère de toutes les aliénations, plus son emprise est forte plus la perspective de l’émancipation paraît lointaine.*»⁴ Une lecture qui permet aussi de se poser la question de la pos-

sibilité d’un dépassement de l’aliénation dans nos sociétés contemporaines vidées d’horizon politique. Les alternatives à la mondialisation et ses inégalités restent bien minces, les courants altermondialistes, dernières tentatives utopistes, sont eux-mêmes en perte de vitesse. Mais tout espoir n’est pas perdu: «*Un jeune a écrit sur un mur: “Il y a une autre fin du monde possible”. Je trouve cette phrase merveilleuse. Le slogan de la jeunesse a toujours été de changer le monde. Le djihadisme souhaite la fin du monde pour qu’après s’installe le paradis sur terre. Le terreau, ça reste le désespoir. Il est urgent de retrouver des projets sociétaux. Car les jeunes ont toujours cet espoir de vivre mieux.*»

La grande question de la séparation de la religion et de l’État

On l’a vu avec les nombreuses polémiques autour du port du voile, la gauche d’aujourd’hui continue à entretenir des relations ambiguës avec le mouvement islamiste, surtout lorsque celui-ci s’apparente à des mouvements de révolte ou de contestation. Comment l’intégrer à l’idée de pouvoir, alors que l’islam est désormais international et défend l’idée d’une entraide mondiale entre musulmans? C’est à la lumière de cette réalité-là qu’il faut analyser le phénomène du djihadisme: «*Selon Derrida, l’Europe a une responsabilité particulière à jouer, du fait de son expérience de la séparation du religieux et de l’État, conclut Jean Birnbaum. Il faut garder cette séparation, mais en donnant une place au religieux, pour ensuite le remettre à sa place.*» Une approche décidément difficile pour nos esprits héritiers des Lumières. ✦

Au pays des enfants fantômes

En Italie, les couples homosexuels qui obtiennent l’adoption définitive de leur enfant grâce à la justice sont de plus en plus nombreux, et ce malgré le fait que le gouvernement de Matteo Renzi a récemment renoncé à légiférer sur les familles homoparentales.

Par Pierre Jassogne
Journaliste

En mars dernier, le tribunal des mineurs de Rome validait définitivement, et pour la première fois, l’adoption d’un enfant par le compagnon de son père biologique. Cette décision venait en confirmer une autre, prise par le même tribunal: celle du premier cas d’adoption croisée au sein d’un couple de lesbiennes. Depuis 2014, le tribunal romain a ainsi prononcé une quinzaine d’adoptions d’enfants par la campagne ou le compagnon de leur parent biologique au nom de l’intérêt supérieur de l’enfant à une «continuité affective». Ces reconnaissances ne concernent pas uniquement la capitale italienne puisqu’on retrouve d’autres cas dans d’autres grandes villes de la péninsule.

Mais derrière toutes ces histoires familiales, il s’agit surtout d’un camouflet pour le «matamore» Matteo Renzi, président du conseil italien. Sa coalition centriste a voté en février un texte de loi au rabais en faveur de l’union des couples homosexuels puisqu’il n’est pas question de parler

de mariage, mais plutôt de «formation sociale spécifique». Dans le genre technocratique, on ne fait pas mieux. Mais à quoi pouvait-on s’attendre du dernier pays d’Europe qui ne reconnaissait jusque-là aucun statut aux couples de même sexe? Si le texte établit l’obligation d’assistance morale et matérielle réciproque, le bénéfice de la pension de réversion, le titre de séjour pour le conjoint étranger ou la possibilité de prendre le nom de son conjoint, il est tout à fait impossible, par contre, pour ces couples, d’adopter les enfants naturels du conjoint.

Un minimum de protection

L’Italie ne ferme cependant pas totalement la porte aux demandes d’adoption déposées au cas par cas, comme ces quelques affaires l’ont montré en justice. Mais c’est nettement insuffisant aux yeux des associations italiennes de défense des homosexuels et des familles homoparentales, indignées par le cadre légal qui vient à peine d’être approuvé sur

⁴ *Ibid.*, pp. 132-133.

les unions civiles après des décennies de combat. *« Il est inacceptable que les enfants, qui sont les plus fragiles de nos concitoyens, aient été effacés de cette loi. C'est comme si, au moment de signer l'union civile devant le maire avec ma compagne, je me retourne pour faire la photo avec nos enfants et qu'ils sont devenus des fantômes »,* expliquait, avec amertume, Marilena Grassadonia, présidente de l'association Famiglie Arcobaleno (familles arc-en-ciel). *« L'adoption de l'enfant du conjoint est une mesure de civilité qui reconnaît simplement un minimum de protection aux citoyens italiens mineurs qui ne peuvent être discriminés en raison de l'orientation sexuelle de leurs parents »,* faisait-elle encore valoir.

« Mais les tribunaux, l'un après l'autre, raisonnant dans l'intérêt supérieur de l'enfant, sont en train d'étendre la parentalité à l'intérieur

des couples gays et lesbiens élevant des enfants. Leurs décisions confirment toujours un peu plus que l'absence d'une loi pour protéger les enfants de couples homosexuels ne dispense pas l'Italie de reconnaître ces droits fondamentaux auxquels ils ont droit », ajoutait Marilena Grassadonia, dénonçant la distance abyssale entre la politique italienne, le droit et la réalité de ces milliers de familles.

Certes, le Parti démocrate (PD) de Matteo Renzi envisagerait une loi distincte sur l'adoption, pour l'instant réservée aux couples mariés, pour l'ouvrir aux couples non mariés, aux homosexuels et aux célibataires. Mais il y a fort à parier que cette loi ne soit pas près de voir le jour. En effet, après avoir échoué à faire passer un texte négocié depuis deux ans sur l'union civile pour couple de même sexe avec le Mou-

vement 5 étoiles (M5S) de Beppe Grillo, le Parti démocrate a dû finalement se tourner à la dernière minute vers ses partenaires de coalition, ses alliés du Nouveau Centre-droit. Sous la pression du ministre de l'Intérieur et défenseur de la famille traditionnelle, Angelino Alfano, toute mention à l'adoption a alors été retirée dans le texte de loi voté en février dernier. Pour ce dernier, ce texte revu et corrigé était déjà une *« victoire du bon sens »*: *« Nous avons fait un beau cadeau à l'Italie en empêchant que deux personnes du même sexe puissent avoir un enfant, comme la nature le leur interdit. Nous avons empêché une révolution contre nature »,* s'était-il alors réjoui.

Confusion sur la gestation pour autrui

Dans le même temps, le ministre italien de l'Intérieur en a alors profité pour jeter la confusion, en ouvrant la question de la gestation pour autrui. Avec plusieurs parlementaires de la coalition centriste, Angelino Alfano se disait favorable à un projet de loi pour la criminalisation de ceux qui ont recours à la GPA à l'étranger. Tout cela a contribué à jeter l'opprobre sur nombres de familles en attente d'une régularisation de leur statut légal. En outre, on a assisté dans le camp des anti-GPA à une convergence unique entre des fractions traditionnellement adverses, mêlant des conservateurs cléricaux, certains mouvements féministes et d'autres personnalités comme celles des couturiers Dolce & Gabbana qui, dans le magazine *Panorama*,

À quoi pouvait-on s'attendre du dernier pays d'Europe qui ne reconnaissait jusqu'à aucun statut aux couples de même sexe ?

décrivaient leur conception de la famille: *« Nous n'avons pas inventé la famille. C'est la famille sacrée avec Jésus, Marie et Joseph qui l'a rendue iconique, mais il n'est pas de religion, d'état social qui tienne : on naît d'un père et d'une mère. »*

Du côté des pro-GPA, cette confusion entre adoption et GPA ne serait là que pour fausser le débat et empêcher toute avancée pour des milliers de familles. C'est ce qu'a dénoncé, en tout cas, Filomena Gallo, avocate spécialisée en bioéthique et secrétaire d'une association pour la liberté de la recherche scientifique. *« Ce genre de débat n'a fait que ralentir le travail concernant la loi sur les unions civiles, en la réduisant au maximum afin de rendre orphelins des enfants qui existent déjà dans notre pays, fils et filles de couples de même sexe »,* reprochait-elle. En attendant, les familles homoparentales pourront se désespérer encore longtemps de cette confusion et du vide juridique qui entoure les unions civiles et leur possibilité d'adoption. †



© m-maenner.de

Marilena Grassadonia, la passionaria italienne de l'homoparentalité.



Passé le traumatisme, au-delà de la légitime incompréhension et de la compréhensive colère, malgré la tristesse et les incertitudes, il nous a paru important de nous pencher sans tarder sur quelques aspects qui sous-tendent les attentats survenus à Bruxelles. Ainsi que leur retour de manivelle, via la presse, via les mouvements réactifs et l'avalanche d'analyses et d'avis en tout genre et de toute origine. Chacun s'improvise «expert» et, les réseaux sociaux aidant, livre sa petite parcelle d'explication, de rage, de haine ou de compassion.

Dans ce dossier, nous revenons aussi sur les causes –notamment historiques–, certaines expliquant la solide implantation du wahhabisme en Belgique. Nous vous proposons une lecture intéressante de la stratégie de Daech, une longue étude de l'islamisme protéiforme, la posture d'une extrême droite toujours prête à bondir, le rôle potentiel de l'école, la réponse sécuritaire... Et enfin, nous osons quelques pistes pour reconstruire l'avenir. Le tout avec, en toile de fond, l'habituel fil rouge *d'Espace de Libertés*: le libre examen.

Que chacun puise ici ce qui lui convient et construise sa vision des choses, au-delà des vérités toutes faites qui, contrairement aux victimes, échappent toujours aux bombes. Hélas.

Yves Kengen
Rédacteur en chef

La laïcité, condition de la paix

Touché, mais pas coulé. Le peuple belge, connu depuis Jules César pour sa bravoure, est certes KO debout, mais pas encore hors de combat. Heureusement, car le plus dur reste à faire : trouver les remèdes adéquats dans un contexte post-traumatique.

Par Yves Kengen
Rédacteur en chef

Il faut être sourd et aveugle pour ne pas avoir vu l'un des effets produits par les attentats du 22 mars : un déferlement de sentiments exacerbés dépassant toutes les limites du bon sens. Tout y passe, poussé à l'extrême : la haine, le poujadisme, le complotisme, la compassion, la vindicte, le racisme, la violence, le pardon, la colère. Même les sentiments les plus sains s'en trouvent pervertis. L'extrême droite descend dans la rue pour «casser de l'arabe». L'extrême gauche pour «casser du facho». Déboussolée, la police arrête les pacifistes mais laisse sévir les «hooligans». Bref, c'est le chaos.

La laïcité répond à ce défi sociétal. D'abord en tant que principe humaniste qui «fonde le régime des libertés et des droits humains sur l'impartialité du pouvoir civil démocratique dégagé de toute ingérence religieuse». Ensuite, parce qu'elle «oblige l'État de droit à assurer l'égalité, la solidarité et l'émancipation des citoyens par la diffusion des savoirs et l'exercice du libre examen».

Le piège œcuménique

Même si la religion qui nourrit le terrorisme est une notion pervertie du message religieux originel, elle en reste le prétexte et l'objet final. Le vrai problème, c'est la politisation des religions. Elle nous ramène à l'Inquisition et à ses dérives que les violences islamistes actuelles ne sont pas sans rappeler. L'islamisme fanatique se nourrit principalement de la haine des autres religions et convictions, christianisme, judaïsme et athéisme en tête. On ne prête qu'aux riches. Du coup, il apparaît tentant, pour les responsables religieux et même une partie de la population, de chercher la solution à cet antagonisme dans une sorte d'union sacrée des cultes¹.

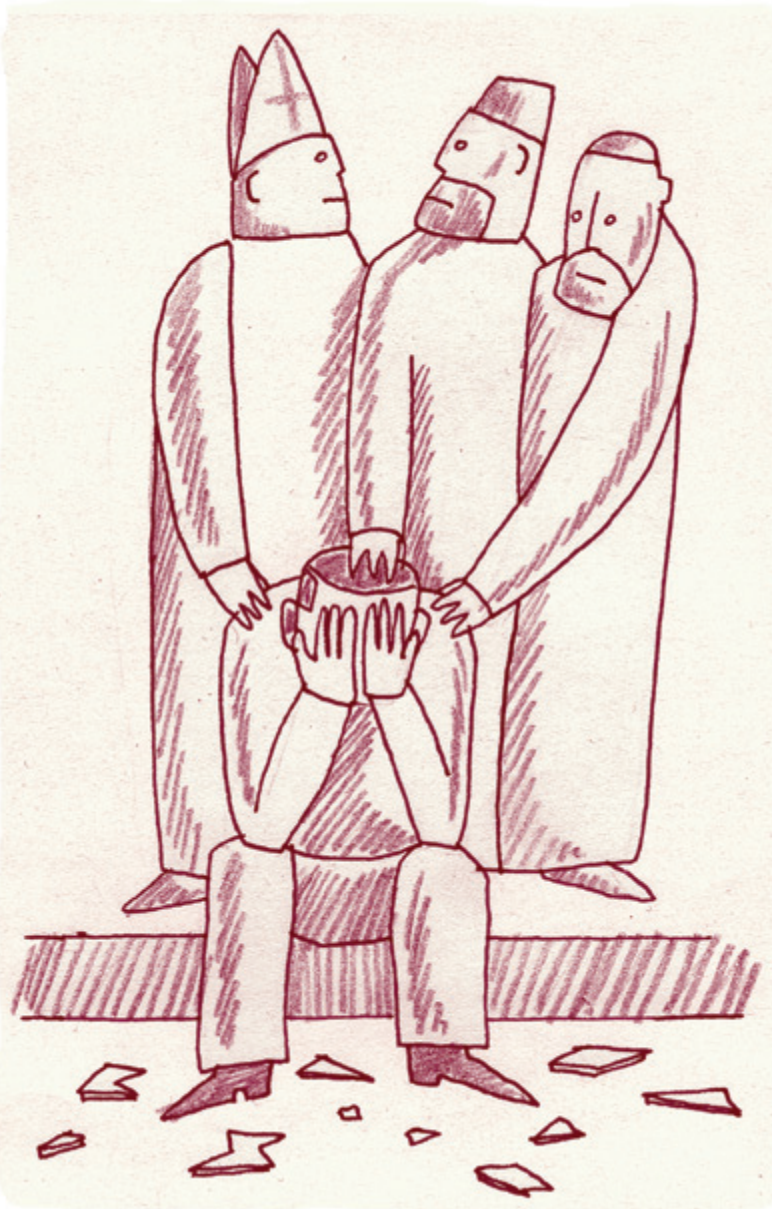
À titre d'exemple, citons l'initiative «Together in peace», lancée par la Communauté Sant'Egidio, qui promeut des activités organisées sous l'égide d'une série de représentants des cultes reconnus, ou encore la publication interreligieuse *Lueurs*

¹ On notera au passage que ce sont les mêmes qui plaident pour conserver des cours de religion séparés dans les écoles... Allez comprendre.

éditée par le cabinet de la secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale Bianca Debaets (CD&V). Diffusée dans la suite des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, cette publication entend présenter les différentes convictions reconnues par l'État, dans le but de mieux

se connaître et, partant, de contribuer au vivre ensemble. Vaste programme, comme aurait dit l'autre.

L'observateur attentif n'aura pas manqué de relever que le CAL a participé à ces deux initiatives, au titre de représentant de la «communauté non confessionnelle». C'est toujours le vieux débat: faut-il abandonner le terrain aux religieux et renoncer à faire entendre notre voix, ou répondre positivement à une demande qui nous est faite au nom de la paix et du vivre ensemble? Le dilemme est cornélien, mais le CAL ne participera plus aux initiatives interconvictionnelles qu'en des circonstances particulières où cela s'avèrera réellement utile. Parce que nous tenons à affirmer haut et fort que l'heure est venue, pour nos sociétés, de promouvoir la laïcité dans toutes ses strates, sphères et composantes. La paix dans le monde et dans les villes en est l'enjeu. Tant qu'il existera une volonté de politiser la religion, d'en imposer les particularismes à l'ensemble de la société ou d'en faire primer des préceptes sur la loi civile, il ne pourra y avoir d'harmonie entre les citoyens



puisque chacun revendiquera sa part d'accommodements favorables. Ce qui ne pourra se faire qu'au détriment d'un autre.

Appel d'air

L'heure est venue, plus que jamais, d'adopter la laïcité comme principe fondateur de notre société, qu'elle soit inscrite ou non comme telle dans la Constitution. L'heure est venue de mettre fin aux «cours de religion» dans les écoles publiques et de les remplacer par un débat sur la citoyenneté, l'apprentissage du fait religieux et la philosophie, donné en commun à tous les élèves et animé par des professeurs impartiaux et spécifiquement formés.

Par ailleurs, on ne se laissera pas enfumer par ceux qui tentent de nous faire croire que seul l'islam vise à imposer ses dogmes à la société tout entière. Est-ce un hasard, par exemple, si c'est depuis la vague d'attentats islamistes que l'on voit resurgir à l'agenda des propositions rétrogrades sur les questions éthiques, visant notamment à revenir sur les progrès acquis en matière de liberté individuelle? Les circonstances donnent à penser que certains militants religieux actifs en politique profitent de la focalisation sur l'islam pour ramener au-devant de la scène—mais en toute discrétion—des préoccupations bien chrétiennes historiquement liées à la droite traditionaliste bien-pensante. Ainsi en va-t-il de l'avortement, qui pourrait être remis en cause par la proposition de loi du CD&V relative au statut des fœtus et des embryons. Ainsi en va-t-il de l'euthanasie, dont le

Tant qu'il existera une volonté de politiser la religion, il ne pourra y avoir d'harmonie entre les citoyens.

chef de groupe CD&V à la Chambre, Steven Vanackere, veut restreindre la loi. Dans les deux cas, on relève cette propension lassante des catholiques à vouloir interdire à tous ce qui les dérange eux. Une telle mainmise sur la conscience humaine nous est insupportable. On s'époumone à répéter ce truisme: l'existence d'une liberté n'est une obligation pour personne, alors qu'une interdiction est une contrainte pour tout le monde.

L'aveuglement de la classe politique face à cette manipulation qui ne dit pas son nom est inquiétant. Si elle procède seulement du compromis, c'est encore pire. Dans le tohu-bohu ambiant, le citoyen a le sentiment que les responsables naviguent à vue, sans stratégie, sans visibilité et sans cap. Or, alors que l'humanité vient d'entrer dans une ère nouvelle, nos sociétés sont condamnées à s'adapter ou à disparaître. C'est un principe vieux comme le monde. Il y a urgence: le fanatisme et le fascisme sont à nos portes et ont déjà plus qu'un pied dedans.

Qui a la balle?

Pour un peuple brave, nous manquons singulièrement de hardiesse.

Prenons l'école, par exemple. De nombreuses personnes sensées réclament aujourd'hui, avec raison, un vrai débat sur l'avenir de l'enseignement et de l'éducation. Dès lors que l'on s'interroge dans tous les cénacles sur la façon de lutter contre la radicalisation, nous assistons, incrédules, à l'émergence d'un «pacte d'excellence» qui s'annonce comme un simple relifting des fondamentaux historiques de notre enseignement. Or, ce sont ceux-ci qu'il s'agit de remettre en question. À l'heure de la mondialisation et de l'instantanéité des réponses sur Internet, l'éducation aux savoirs ne suffit plus. Nous devons repenser les méthodes, les programmes, le concept même de «savoirs». Redéfinir les programmes en fonction d'une approche basée sur l'humain plutôt que sur les matières. Donner aux futurs adultes les clés d'un décroisement de la société afin qu'ils décadent les fractures et postures partisans qui minent la démocratie. Désamorcer une organisation sociétale dans laquelle l'opposition, la dualité, la division et la confrontation permanentes font la pluie et le beau temps pour des motifs basement politiques. Notre société est malade de ses divisions, savamment entretenues par ceux à qui elles profitent –que ce soit pour des motifs idéologiques, politiques ou commerciaux. Pourquoi oppose-t-on Wallons et Flamands? Pourquoi oppose-t-on chrétiens et musulmans? Pourquoi oppose-t-on socialistes et libéraux? Pourquoi oppose-t-on sécurité et droits de l'homme? Notre société n'est plus

Notre société est malade de ses divisions, savamment entretenues par ceux à qui elles profitent.

qu'un immense champ de bataille orchestré par ceux qui s'en nourrissent. Mais les grands perdants sont toujours les mêmes: le peuple, qui est, lui, pacifiste et tolérant dans sa grande majorité. À force de se voir trahi dans cette aspiration, à force de voir les responsables de la démocratie capituler devant les intérêts particuliers, il est logique qu'il perde confiance dans ceux qu'il a élus. Et quand la confiance s'amenuise, la méfiance s'installe. Voici le «tous pourris». Voici le populisme, voici la discorde, voici le lynchage. Et voici l'extrême droite.

Sans laïcité, sans éducation et sans courage, nous ne donnons pas cher de l'avenir de nos démocraties. Que chacun vérifie si, par hasard, une balle n'est pas dans son camp. ♣

Des trous noirs dans notre histoire

À la terreur islamo-fasciste se sont ajoutées des démonstrations de force d'extrême droite. Invraisemblable! Vraiment?

Par Sylvie Lausberg
Directrice «Étude et stratégie» - CAL

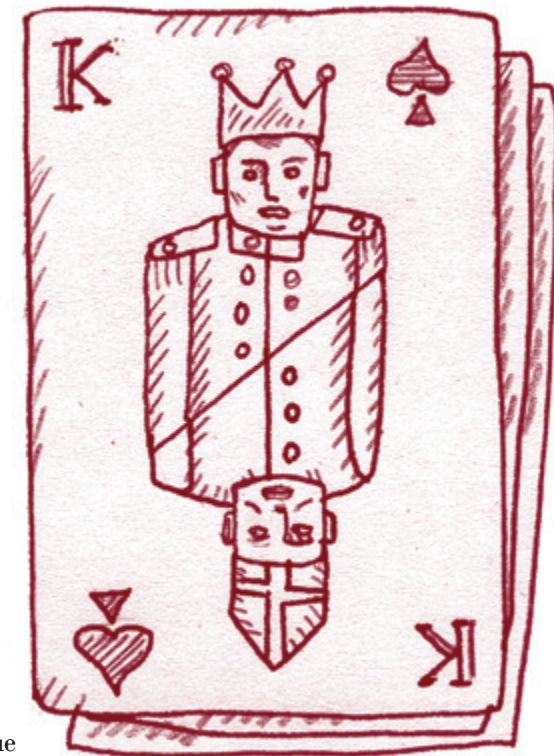
En suivant les racines en Belgique de ces deux maux mortels –totalitarismes intégristes et extrême droite–, on s'aventure dans une histoire nationale d'emblée fracturée. Car parler des Belges, d'une nation belge et de toutes les composantes qui se retrouveraient dans ce concept suppose que tous fassent partie du récit de notre histoire. Ce n'est pas le cas. Pourtant, la cohésion sociale dont nous avons tant besoin passe inévitablement par la transmission d'une histoire commune, sans omission des uns ni censure des faits. Ces trous et tabous de notre histoire nous empêchent de nous y inscrire collectivement, de la lire, de la comprendre et d'en tirer des leçons pour le présent et l'avenir.

Une histoire belgo-belge

Depuis les attentats de Paris, la focalisation médiatique

sur la population belgo-marocaine est devenue quasiment planétaire. Il aura cependant fallu février 2014, soit un demi-siècle, pour que l'histoire de l'immigration marocaine et turque¹ soit écrite et plus largement diffusée. C'est déjà ça, mais quand cela sera-t-il enseigné à l'école? Où sont les récits

¹ Cf. les commémorations officielles de février 2014, alors que le 40^e anniversaire de la convention belgo-marocaine de 1964 n'avait recueilli que peu d'intérêt.



2 «Enquête parlementaire visant à déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba et l'implication éventuelle des responsables politiques belges dans celui-ci», 16 novembre 2001. Rapport fait au nom de la commission d'enquête et mis en ligne sur www.lachambre.be.

grand public des héros marocains de la Grande Guerre ou de leur contribution à la prospérité de la Belgique? On peut en dire autant des immigrés italiens, espagnols et grecs, venus relever le pays après 1945 et gagner la «bataille du charbon»: disparus au profit d'une histoire belgo-belge. Sans beaucoup de femmes non plus, hormis les reines et princesses, mais c'est... une autre histoire.

Dans les faits, ces trous sont comme des tabous; ils font échec à l'égalité et mettent en péril ce fondement de la démocratie. Sur ce plan, comment

analyser, par exemple, l'invisibilité des populations congolaises —témoins vivants d'une tristement fameuse histoire coloniale—, que ce soit dans la vie publique, les médias ou la magistrature? Après 40 ans de non-dit, une commission d'enquête parlementaire a reconnu², en 2002, le rôle joué par la Belgique et par le roi Baudouin dans l'assassinat du leader indépendantiste et communiste congolais, Patrice Lumumba, pourtant démocratiquement élu. Toute l'histoire de ce pays en a été déviée. Qu'à cela ne tienne, ces révélations n'ont pas entamé l'aura du cinquième roi des Belges, pas plus



que celles sur ses amitiés avec plusieurs dictateurs, dont celle indéfectible avec l'ami très proche de Fabiola, le *caudillo* Franco³. Masquant ces vérités historiques, la figure auréolée de Baudouin s'inscrit, encore et toujours, dans l'imaginaire collectif comme symbole de bonté et d'unité du pays. Sa disparition brutale en 1993 a d'ailleurs provoqué un émoi collectif sans précédent, jusqu'à envisager sa béatification⁴.

Sans acharnement, mais courageusement, franchir le fossé entre les mythes et les faits historiques peut nous aider à recoller les morceaux; des morceaux d'un pays meurtri qui ne sait comment être à la hauteur de sa devise «l'union fait la force»⁵...

Le roi et les salafistes

C'est avec surprise, mais sans beaucoup d'interrogations, que le grand public a appris que c'est encore Baudouin qui a personnellement introduit en Belgique les salafistes d'Arabie saoudite⁶. En 1967, il offre au roi Fayçal d'Arabie le pavillon oriental de l'Exposition universelle de 1897 pour en faire une mosquée, en remerciement d'un don pour les victimes de l'Innovation. Fayçal met la main à la poche pour aménager ce «*phare de l'islam en Europe*». Le roi et le gouvernement de l'époque donnent «les clés de l'islam de Belgique» aux salafistes saoudiens. Pourquoi avoir été chercher des imams à des milliers de kilomètres du pays? Les musulmans de Belgique, majoritairement marocains, n'étaient, paraît-il, pas assez formés, et ceux qui étaient très instruits, peu religieux. Pourtant, leurs

Depuis les attentats de Paris, la focalisation médiatique sur la population belgo-marocaine est devenue quasiment planétaire.

pratiques culturelles et culturelles étaient largement plus pacifiques et modérées que celles des wahhabites, et certainement pas prosélytes. Pourquoi avoir relégué et méprisé cette partie importante de la population au profit de riches étrangers? Ces derniers pesaient apparemment plus lourd dans la balance. Argent, pétrole, armement, alliances politiques et diplomatiques, cette *realpolitik* a néanmoins engagé notre pays comme partenaire de cette monarchie absolue, qui se révèle aujourd'hui grande financière du djihadisme.

Quelle est la part de naïveté politique dans ces actions royales? Et quelle est celle donnée à la primauté des religions —qui seraient, dans l'esprit du plus haut personnage de l'État, au-dessus des lois?

Antiparlementarisme et extrême droite en Belgique

En tant que citoyens, nous avons le sentiment que notre pays est à l'abri d'un virage antidémocratique. Mais à y regarder de plus près, il n'y a pas que les rois des Belges qui ont tenté, chacun à leur tour, d'étendre leur pou-

3 Entre autres Juvénal Habyarimana, Mobutu, Hiro-Hito... Cf. Nadia Geerts, *Baudouin sans auréole*, Bruxelles, Labor/Espace de Libertés, 2003 et Henri De Leersnijder, *Baudouin : chemin de roi, chemin de croix*, Bruxelles, Luc Pire, 2008.

4 Cf. l'homélie du cardinal Daneels lors des obsèques de Baudouin.

5 Cette expression est née de l'union entre catholiques et libéraux (non croyants) pour obtenir l'indépendance de notre pays.

6 «Historique», mis en ligne sur www.centreislamique.be.



voir⁷, de réduire celui du Parlement, et donc de la représentation nationale. L'exemple le plus fameux est celui de Léopold III, adversaire déclaré du régime représentatif et partisan d'un régime autoritaire.

S'il est vrai que, jusqu'ici, notre système politique a tenu bon, cela ne signifie pas que ses adversaires ont disparu. De fait, la Belgique

ne peut croire qu'elle échappera par enchantement à cette tendance lourde dans l'Union européenne: le retour de l'extrême droite ou de la droite extrême dans les gouvernements et appareils d'État. Citons, entre autres, la Hongrie, le Danemark, les Pays-Bas, la Pologne...

Brièvement sur la Pologne, rappelons encore les liens très étroits

de Baudouin et Fabiola avec l'ex-pape polonais, dont les héritiers intégristes au pouvoir aujourd'hui veulent totalement interdire l'avortement. Ce nouveau point commun avec ce monarque met cette fois clairement en évidence la volonté de faire primer la loi dite divine sur la loi civile, puisqu'au nom de la religion, Baudouin refuse en 1990 de signer la loi belge dépénalisant partiellement l'avortement. Quoi qu'on en dise aujourd'hui, cette question n'est pas éthique; elle est éminemment politique et nous ramène à la lutte séculaire entre les pouvoirs civil et religieux, entre la théocratie et la démocratie.

À quoi bon réveiller ces vieux débats? Parce que malheureusement nous devons lutter, et pas uniquement contre les djihadistes. Si nous voulons défendre la démocratie, il nous faut connaître –tous– ses ennemis.

Sortir de l'aveuglement

Si les élus n'ont pas pu ou voulu prendre la mesure du radicalisme islamique, il faut constater que cette violence envers l'Occident, envers la Belgique et envers l'Europe est bien réelle. À l'installation du salafisme en Belgique s'est ajouté le déni, sur fond de clientélisme électoraliste. Il est urgent de faire face aux trous dans notre histoire et de sortir de l'aveuglement.

Ouvrir les yeux, faire face au lieu de cultiver le déni ne résoudra pas tous les problèmes. Mais apprendre à faire

À l'installation du salafisme en Belgique s'est ajouté le déni, sur fond de clientélisme électoraliste.

sienne l'histoire de notre démocratie peut constituer un rempart à ces menaces qui sont devenues d'atroces réalités. Notre histoire est celle des hommes et des femmes de bonne volonté qui ont lutté pour construire et préserver un régime de libertés. Ils restent aujourd'hui encore les plus nombreux, mais jusqu'à quand? Alors que les populismes font du *bashing* envers les élus, et que les fachos s'allient aux droites dures pour déconstruire les acquis sociaux et sociétaux, nous avons le devoir de nous mettre au travail. La démocratie est le pire des régimes, à l'exclusion de tous les autres, selon le mot de Winston Churchill. L'améliorer constitue une tâche difficile. Raison de plus pour étudier son histoire, sans œillère, afin de mieux la défendre et de pouvoir la transformer au bénéfice de tous les citoyennes et citoyens, quels qu'ils soient. ✦

⁷ Jean Stengers, *L'action du Roi en Belgique depuis 1831. Pouvoir et influence*, Bruxelles, Racine, 2008.

Les bienfaits de la colère

Jamais les femmes et les hommes n'ont pu changer le monde sans être en colère. Chaque révolution, chaque changement significatif a été invariablement porté par la colère. Ceci est également vrai pour les révolutions dites « pacifiques ».

Par Susann Heenen-Wolff
Professeure de psychologie clinique – UCL/ULB

Il y a lieu de distinguer entre, d'un côté, la colère contre l'injustice et, de l'autre, les méthodes choisies après réflexion. Les Indiens étaient révoltés contre la colonisation britannique, ce qui leur a permis de se mobiliser en nombre impressionnant pour la fameuse « marche du sel » pacifique, entamée en 1930, célèbre opposition à la taxe imposée par l'occupant. Soixante mille (!) femmes et hommes ont été écroués à cette occasion par le gouvernement anglais. La situation est ainsi devenue ingérable, ce qui a ouvert la voie vers la fin de la colonisation.

Chaque démarche politique pacifique, teintée par une détermination inébranlable, prend ses racines dans la colère. Rosa Parks est devenue célèbre le 1^{er} décembre 1955, à Montgomery (Alabama), en refusant de céder sa place à un passager blanc dans l'autobus. Arrêtée par la police, elle se voit infliger une amende de 15 dollars le 5 décembre 1955; elle fait appel de ce jugement. C'est sa révolte et sa colère contre la ségrégation raciale qui ont été à

la base de ses actes civiques pacifiques qui, par ailleurs, vont déclencher le soulèvement généralisé des Afro-Américains, mené par Martin Luther King.

Le « *No pasarán* », célèbre slogan utilisé par les partisans de la Seconde République espagnole, renvoyait à la colère des résistants en lutte contre les rebelles nationalistes commandés par le général Franco.

Dans la tradition des suffragettes, qui avaient suffisamment de colère pour se mobiliser en masse en faveur du droit de vote des femmes, celles d'après 1968 en avaient assez de se laisser déterminer par les hommes et ont lutté pour que ce soient elles qui décident d'une grossesse.

Saine colère

Comment serait-ce possible de se soulever, de se révolter, sans être en colère? Il est d'autant plus interpellant qu'après les attentats de Bruxelles en mars, certains médias semblent souligner la vertu de l'absence de



colère face aux assassinats au centre de notre capitale. On nous présente positivement des gens qui misent sur le « pardon », chrétien ou autre, afin de soi-disant passer « outre ».

D'un point de vue psychologique, on est plutôt alerté. Sigmund Freud a employé le terme « déni » pour décrire un mode de défense consistant en un refus par le sujet de reconnaître la réalité d'une perception traumatisante. Le déni n'est pas un mécanisme ordinaire du fonctionnement psychique puisqu'il permet de faire l'économie de la réalité d'une perte, de la réalité tout court. L'idée du pardon est mal placée dans le

contexte des attentats de Bruxelles. Par définition, on peut pardonner seulement si autrui demande pardon. Comme le dit Jankélévitch: « *C'est la détresse et la déréluction du coupable qui seules donneraient un sens et une raison d'être au pardon.* »¹

Un état affectif constructif et nécessaire au changement

Il ne faut pas confondre colère et haine. La colère vise à changer les choses, alors que la haine vise à la destruction. La colère se situe du côté de la pulsion de vie, alors que la haine, la destructivité, l'abandon des investissements se situent du côté de la pul-

¹ Vladimir Jankélévitch, *L'imprescriptible. Pardonner? Dans l'honneur et la dignité*, Paris, éditions du Seuil, 1996.



sion de mort. La colère est un puissant moteur d'action, elle est le propre de ceux qui restent tournés vers la vie, même si d'autres sèment la mort. Pour pouvoir s'appuyer sur cette émotion forte et l'utiliser à bon escient, il ne faut pas pourtant lui permettre de nous empêcher de réfléchir. Notre haine éventuelle, dirigeons la contre

des comportements, pas contre des personnes. Même un terroriste reste un être humain que nous ne traitons pas de la manière dont il nous traite. C'est la raison pour laquelle nous avons aboli la peine de mort.

Comment agir dans notre société présente? Voilà une question que

beaucoup de citoyens se posent aujourd'hui. Les lois du marché «libre», c'est-à-dire la domination omniprésente du capitalisme et l'absence de projets politiques, nous paralysent. Or la description de la société dans laquelle nous souhaitons vivre est l'affaire de tous. Si nous tenons à notre démocratie, la notion d'égalité doit être et rester au cœur de nos raisonnements. C'est une valeur que nous pouvons et devons défendre chaque jour. Nous avons à penser comment nous souhaitons organiser notre espace public, c'est-à-dire notre vivre ensemble. Cela concerne par exemple l'égalité des chances des élèves à l'école, des femmes et des hommes, la relation entre religion et cité. Voulons-nous insister sur ce qui peut nous réunir tous ou bien, à l'instar du néo-libéralisme, laisser chacun faire comme bon lui semble?

Ne pas laisser retomber le soufflé

L'important est de comprendre comment faire fructifier sa colère pour que les choses ne changent pas seulement dans l'immédiat mais à long terme. Elle doit nous servir de carburant pour nourrir une action de longue haleine. Si nous restons fidèles à nos valeurs de base —démocratie, égalité, laïcité—, nous ne pouvons pas en exclure les migrants qui fuient la guerre, l'injustice, la misère. Le niveau d'évolution d'une société, d'une culture, se laisse mesurer à la façon dont elle traite les femmes, les homosexuels, les étrangers. Ceux qui ont misé sur l'extrême droite se voient aujourd'hui désillusionnés.

La colère est un puissant moteur d'action, elle est le propre de ceux qui restent tournés vers la vie, même si d'autres sèment la mort.

On peut concevoir que la Belgique se caractérise par une méfiance viscérale envers les démonstrations de force de quelque autorité que ce soit. L'essayiste Geert van Istendael parle à ce sujet d'un «*anarchisme petit-bourgeois*». Sous les dehors du conformisme, les Belges cachent un esprit de rébellion qui tient à la fois de l'égoïsme («*Je fais ce que je veux, le reste, je m'en fous*») et de la modestie obligatoire («*Pour qui il se prend, celui-là?*»). Le démantèlement inexorable de l'État belge par le fédéralisme croissant et l'effondrement des infrastructures non seulement dans la capitale mais dans tout le pays ajoutent à la morosité ambiante. La nonchalance typiquement belge, souvent si sympathique dans la vie de tous les jours, est contre-productive quand il est urgent de créer de nouvelles solidarités et des responsabilités accrues. L'indifférence aux débats d'idées, le repli sur soi, le laisser-faire ne sont pas des attitudes qui vont amener des initiatives, des actes de résistance, petits ou grands. †

L'islam politique existe-t-il en Europe ?¹

Arrivés dans les années 60 en Europe pour fuir la répression des régimes arabes à l'encontre des islamistes, les Frères musulmans se sont rapidement adaptés aux réalités politiques européennes. Tout en prônant une lecture orthodoxe de l'islam, ils appellent à l'intégration des populations musulmanes européennes. Au-delà de cette volonté d'enraciner leurs revendications et leurs actions dans le contexte européen, ils continuent à s'inscrire dans l'idéologie islamiste, notamment en entretenant des liens avec les partis islamistes du monde arabe.

Par Samir Amghar

Professeur en sociologie et chercheur – ULB et Khadiyatoulah Fall, titulaire de la Chaire d'enseignement et de recherche interethniques et interculturels – UQAC

Existe-t-il en France et en Europe des islamistes nourrissant un projet politique à destination du Vieux Continent ? Selon certains analystes, le mouvement des Frères musulmans, soupçonné d'alimenter la matrice idéologique de djihadisme contemporain, serait porteur d'un tel projet expansionniste. Mohamed Louizi, un ancien membre de la controversée Union des organisations islamiques de France (UOIF), semble d'ailleurs donner raison à cette interprétation quand il assure que l'organisation à laquelle il a appartenu défendait le concept de *tamkine*, à savoir d'hégémonie politique en Europe².

Or pour nous, loin de constituer un concept polémique et dépréciatif, l'islamisme renvoie à l'idéologie portée par des mouvements sociaux et poli-

tiques faisant référence à l'islam, disposant d'un programme politique, usant d'instruments politiques – élections, manifestations, pétitions, boycott... – dans un cadre défini qui est celui de l'État de droit. Il s'agit dès lors de cerner les contours de l'idéologie des Frères musulmans et de tenter de rendre compte de la dimension réellement islamiste de ces derniers en Europe.

L'islam politique des Frères musulmans : entre tribune politique et intégration des populations musulmanes

La présence d'organisations liées aux Frères musulmans en Europe est d'abord liée à l'exil des islamistes fuyant, à partir des années 60, la répression politique qu'ils subissaient



dans leurs pays d'origine. Cette implantation est ensuite renforcée avec l'arrivée en Europe d'étudiants, sympathisants islamistes, venus y poursuivre leur cursus universitaire. En France, étudiants et réfugiés islamistes se retrouveront princi-

palement au sein de l'Association des étudiants islamiques de France (AEIF), créée en 1963. Durant les années 70, la mouvance islamiste en Europe s'agrandit et se développe au gré des politiques répressives des régimes autoritaires des pays musul-

¹ Cet article, initialement publié dans la revue *Questions internationales* n°78 (mars-avril 2016), est ici reproduit avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

² Mohamed Louizi, *Pourquoi j'ai quitté les Frères musulmans*, Paris, Michalon, 2016.

mans et est à l'origine de la création d'antennes de certains partis islamistes en exil. En 1971, la décision du Conseil constitutionnel turc d'interdire le Parti de l'ordre national de Necmettin Erbakan incite par exemple certains de ses responsables à créer le Milli Görüs en Allemagne, en France, puis en Belgique et en Autriche. Fondée en 1983, l'UOIF se voulait également la représentante du parti islamiste tunisien, le Mouvement de la tendance islamique, plus connu de nos jours sous le nom d'Ennahdha³.

Dans un premier temps, l'utilisation de l'espace politique européen comme lieu de contestation fut purement instrumentale. Il s'agissait de

Dans un premier temps, l'utilisation de l'espace politique européen comme lieu de contestation fut purement instrumentale.

se servir de cette région comme d'une caisse de résonance politique à l'encontre des régimes arabes et turcs considérés par les islamistes comme des dictatures. Ces militants envisageaient leur présence comme provisoire, le temps de concevoir, à l'abri, une façon de réformer les régimes, dans l'hypothèse d'un retour une fois les régimes en question renversés. À la contestation de l'autoritarisme s'ajoutait un rapport critique à l'Europe passant par la dénonciation de l'impérialisme culturel, politique et éthique de l'Occident que les sociétés musulmanes étaient censées subir. Les tenants de cette posture faisaient alors reposer leur lecture de l'islam, d'une part, sur la réislamisation des immigrés – perçus comme «pervers» par la société occidentale – et, d'autre part, sur la politisation du fait religieux, présenté comme un système englobant capable de résoudre les problèmes économiques, sociaux et politiques des musulmans. Ce discours n'a toutefois eu que peu d'impact sur les populations immigrées. Devant cet insuccès, une partie de ceux qui défendaient l'instauration d'un État islamique a changé de discours au début des années 90.

Les organisations dans lesquelles ils se retrouvent se sont alors considérées comme des structures de représentation et de défense des intérêts des musulmans en Europe.

De la représentation et de la défense des musulmans européens à la tentation du lobbying musulman

Des associations liées organiquement aux Frères musulmans se sont, dans cette optique, liées aux générations émergentes de jeunes musulmans nés en Europe, et principalement à ceux en passe d'accéder à la classe moyenne : les étudiants. L'objectif étant de les réislamiser. C'est alors la posture adoptée par l'UOIF, par la Ligue interculturelle islamique de Bruxelles (LIIB), par la Communauté islamique d'Allemagne (Islamische Gemeinschaft in Deutschland, IGD) ainsi que par d'autres organisations s'inscrivant dans la méthodologie d'action frériste, comme le Milli Görüs turc.

Les Frères musulmans ont poussé plus loin encore cette stratégie en créant la Fédération des organisations islamiques en Europe (FOIE), structure transnationale regroupant les activités des différentes branches nationales des Frères musulmans dans 28 pays. La FOIE s'entoure de plusieurs associations satellites – European Forum of Muslim Women, Forum of European Muslim Youth and Student Organizations, Islamic Relief, European Council of Fatwa and Research, etc. – chargées d'orienter les musulmans dans les différentes sphères de leur vie⁴. L'ensemble de ses associations est fédéré au sein

d'organisations européennes de jeunes, de femmes, d'imams regroupant les structures nationales des Frères musulmans. Leur intitulé évolue par la suite au gré de la prise de conscience de l'enracinement définitif des musulmans dans l'espace européen. Parallèlement, l'organisation frériste européenne créée, en 1992, à proximité de Château-Chinon, l'Institut européen des sciences humaines (IESH), traduction quelque peu déformée de l'intitulé arabe signifiant exactement «Institut européen des sciences islamiques»⁵. Quelques années plus tard, en 1997, est créé, au Pays de Galles, l'institut chargé de former le public anglophone, l'European Institute of Human Sciences, désormais situé à Birmingham.

À travers la création d'associations spécialisées – jeunesse, étudiants, femmes, etc. – ainsi que la construction et la gestion de lieux de culte, ils tentent de quadriller les activités et les populations musulmanes. Si ces structures s'inspirent fortement des expériences islamistes de contestation dans les mondes arabe, turc et indo-pakistanaï, le discours s'adapte à la sensibilité politique bien différente des musulmans nés en France. Ces associations militent pour l'intégration de ces derniers dans le paysage politique et social européen, en les appelant par exemple à s'inscrire sur les listes électorales⁶. Les Frères musulmans défendent l'idée d'une «citoyenneté islamique», se proposant d'être des interlocuteurs privilégiés auprès des acteurs publics locaux et nationaux sur des questions aussi diverses que la pratique religieuse, le racisme ou les problèmes de délinquance dans

4 En France, on voit alors émerger, entre autres, les Étudiants musulmans de France (EMF), Les Jeunes Musulmans de France (JMF), les Imams de France, L'Association médicale Avicenne de France (AMAF), ou encore la Ligue française de la femme musulmane (LFFM).

5 Franck Frégosi, *Penser l'islam dans la laïcité*, Paris, Fayard, 2011.

6 Samir Amghar, *L'islam militant en Europe*, Paris, Infolio, 2013.

3 Samir Amghar (dir.), *Islamismes d'Occident. État des lieux et perspectives*, Paris, Lignes de repères, 2006.



les quartiers populaires, allant même jusqu'à vouloir développer «une déclinaison française de l'islam».

En France, l'UOIF s'engage ainsi aux côtés des collégiennes voilées expulsées en 1990 et fait émettre une *fatwa* (avis religieux) en condamnant les violences urbaines lors des émeutes de 2005. Au Royaume-Uni, ces associations tentèrent d'interdire la parution des *Versets sataniques* (1988) de l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie. Dans de nombreux pays européens, elles appellent les musulmans à boycotter les produits danois en signe de protestation contre les caricatures du prophète Mahomet parues dans le journal *Jyllands-Posten* en septembre 2005. Ces actions leur permettent d'apparaître comme les organisations représentatives de la communauté musulmane dans un certain nombre de pays. Elles réussissent simultanément à s'imposer auprès des musulmans. Chaque année, la Muslim Association of Britain (MAB), l'UOIF et la LIIB, devenue la Ligue des musulmans de Belgique en 2005, organisent des rassemblements attirant non seulement des prédicateurs de renom –Tariq et Hani Ramadan, le Qatarien d'origine égyptienne Youssef al-Qaradawi ou le Koweïtien Tareq Al-Suwaidan– mais également des dizaines de milliers de personnes.

Pour les Frères musulmans, leur situation diasporique amène immanquablement les musulmans d'Europe à la perte de ce qui est présenté dans le discours frériste comme une «identité islamique». Il est par conséquent nécessaire de déployer les moyens de

préserver l'identité religieuse dans les communautés immigrées musulmanes. Il s'agit d'organiser une communauté islamique définie par l'observance religieuse, ayant vocation à «ramener à la foi» et à regrouper l'ensemble des personnes d'origine musulmane. À cette fin, ils aspirent à négocier avec les pouvoirs publics divers accommodement juridiques pour que cette «communauté» dispose, à l'intérieur de la société, d'une forme d'autonomie lui permettant de respecter «les principes de l'islam», tels que la confrérie les conçoit⁷. Bien plus qu'une structure de représentation, les Frères musulmans en Europe aspirent à devenir un véritable lobby, capable d'influer les politiques publiques. C'est sans doute la raison pour laquelle, le siège de la FOIE, initialement implanté en Grande-Bretagne, est dorénavant fixé à Bruxelles, siège des institutions européennes, de l'OTAN, de représentations diplomatiques et de lobbys divers. Ces nouvelles structures ne cachent pas leur ambition d'influencer le débat et les politiques publiques en Europe. Elles aspirent vraisemblablement à drainer autour d'elles suffisamment de musulmans pour former une force électorale, en attirant des jeunes dans leur sillage et en constituant un «islamisme de la minorité».

C'est ainsi que la politique de recrutement des Frères musulmans cible principalement les campus universitaires. Des collèves et des lycées confessionnels «d'excellence» sont également créés avec pour objectif, selon leurs promoteurs, de constituer



une élite qui servira par la suite de courroie de transmission des idées fréristes dans les sphères décisionnelles.

Dépasser les apories politiques des associations fréristes

Ces structures n'ont toutefois pas réussi à transformer leurs succès religieux et sociaux en influence politique. Il y a bien la volonté chez les Frères musulmans de peser dans le débat public et politique par une stratégie d'entrisme en appelant leur respon-

sable à intégrer des partis politiques nationaux. Mais à chaque fois que ces structures ont tenté d'établir un rapport de force avec les pouvoirs publics, l'épreuve a tourné court. Ainsi, en 2004, en dépit des différentes manifestations organisées par des associations proches de l'UOIF rassemblant des milliers de personnes en France, la loi sur l'interdiction des signes religieux dans les écoles publiques a été votée. En Suisse, les associations musulmanes de la Ligue des musulmans ont, elles aussi, échoué à empêcher la votation sur l'interdiction

⁷ Gilles Kepel, *Quatre-vingt-treize*, Paris, Gallimard, 2012.



des minarets, en 2009. Les différents appels au boycott des produits considérés comme «sionistes» –Coca-Cola, Levi's, Nike, par exemple– en signe de soutien à la cause palestinienne n'ont été suivis que par une minorité de musulmans et ont été progressivement abandonnés.

Si ces structures proches des Frères musulmans restent des acteurs hégémoniques de l'islam européen, elles souffrent d'un déficit de légitimité croissant auprès des jeunes musulmans en raison de l'euphémisation volontaire de leur dimension protestataire. Nombreux sont les membres déçus par

À travers la création d'associations spécialisées ainsi que la construction et la gestion de lieux de culte, ils tentent de quadriller les activités et les populations musulmanes.

le manque de proactivité de leurs organisations, et qui, progressivement, ont décidé de les quitter. Dans ce cadre, un certain nombre de militants, souvent des trentenaires nés et scolarisés en Europe, ont décidé de prendre leurs distances avec ces organisations historiques et de créer des structures plus «compétitives».

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) est sans doute l'un des exemples les plus emblématiques. Créé en 2003 pour pallier l'incapacité des associations traditionnelles à lutter contre la discrimination musulmane, le CCIF a opté pour une professionnalisation de son personnel. Il s'agissait en effet de rompre avec l'amateurisme des anciens, jugé partiellement responsable de l'inefficacité des actions musulmanes en Europe. Le collectif a recruté des juristes spécialisés en droit du travail, en droit administratif ou encore en droit européen, et a décidé d'ester en justice à chaque fois qu'elle constatait un acte islamophobe. Son objectif, en multipliant les actions

judiciaires, est de montrer que les actes antimusulmans sont en constante augmentation. Il tente ainsi d'établir un rapport de force, à travers une stratégie de l'affrontement.

À chacune de ses interventions médiatiques, l'ex-porte-parole du CCIF, qui fut jusqu'en février 2016 conseiller islamophobie au sein de l'OSCE, Marwan Muhammad, qui partage par ailleurs des accointances idéologiques avec Tariq Ramadan⁸, est coaché par des spécialistes de la communication. Il n'hésite pas à solliciter des financements de l'Open Society Institute, du milliardaire américain George Soros, pour financer par exemple des campagnes d'affichage présentant les musulmans comme aussi des enfants de la nation. Loin de se cantonner à l'Hexagone, l'influence de Marwan Muhammad s'exporte à l'étranger, notamment en Belgique, où il a publié un rapport sur les discriminations dont il est l'auteur pour le Réseau européen contre le racisme (European Network against Racism, ENAR).

Une autre structure en France tente également de dépasser les apories idéologiques et politiques des associations de tendance «Frères musulmans». Il s'agit de Fils de France. Reprenant les réflexions de Tareq Oubrou, imam de la mosquée de Bordeaux⁹, dont il est un proche, Camel Bechikh, membre de l'UOIF, tente quant à lui de proposer une théologie de l'acculturation, allant plus loin que les Frères musulmans première génération sur la question de l'intégration. Il appelle non seulement à débarrasser l'islam européen de ses oripeaux traditionnels en francisant

⁸ Professeur d'études islamiques à l'Université d'Oxford, il s'est imposé comme un leader communautaire auprès des jeunes musulmans européens, surtout francophones. Prônant une lecture «réformiste» de l'islam, il appelle les sociétés européennes à une meilleure reconnaissance de l'islam dans l'espace public.

⁹ John Bowen, *L'islam à la française*, Paris, Steinkis, 2011.

la pratique de l'islam, mais également à développer le patriotisme français dans le cœur des fidèles musulmans de l'Hexagone.

Si les Frères musulmans européens ont officiellement abandonné toute idée de prise de pouvoir dans les pays arabes à partir du Vieux Continent, force est néanmoins de constater que l'on assiste chez eux à un « retour du refoulé islamiste ». En effet, ils ont toujours entretenu des relations ténues avec les « confrères » du monde musulman. Cette « appétence islamiste » s'est intensifiée au lendemain des révoltes arabes et l'accession au pouvoir des islamistes dans certains pays arabes (Maroc, Tunisie, Égypte). De nombreux membres de la FOIE ou gravitant dans la nébuleuse frériste d'origine tunisienne ont réintégré les rangs du parti Ennahdha. Abdelmajid Nejjar, enseignant à l'Institut européen des sciences humaines, Meherzia Labidi, proche de l'UOIF, ou encore Walid Bennani, membre de la Ligue des musulmans de Belgique ont été élus députés sur les listes d'Ennahdha. Ou encore Oussama Sghaier, membre de la branche italienne des Frères (Unione delle comunità e organizzazioni islamiche in Italia) et actuel porte-parole du parti islamiste tunisien.

Si ce retour était motivé par des raisons idéologiques, il est également fondé sur des raisons pratiques. En effet, l'accession au pouvoir d'Ennahdha en Tunisie, en 2011, a représenté une opportunité politique et d'ascension sociale d'autant plus

Bien plus qu'une structure de représentation, les Frères musulmans en Europe aspirent à devenir un véritable lobby, capable d'influer les politiques publiques.

importante que l'exil avait été souvent synonyme de déclassement.

En outre, il n'était pas rare que lors des rassemblements de musulmans en France, en Belgique ou encore en Grande-Bretagne, des personnalités islamistes soient invitées, telles que Rached Ghannouchi, le chef du parti Ennahdha, ou Aboujedra Soltani, ancien président du Mouvement pour la société et la paix. Régulièrement, le vice-président d'Ennahdha, Abdelfattah Mourou, se rend lui aussi en Belgique pour y assurer la direction de la prière du vendredi dans une mosquée bruxelloise.

Bien qu'ils défendent une vision européenne de l'islam, les Frères musulmans n'ont pas abandonné l'idée de devenir une force hégémonique capable d'influencer les pouvoirs publics. Or, en dépit du fait qu'ils sont des acteurs du paysage islamique européen et qu'ils disposent d'une capacité de mobilisation importante, leur influence supposée sur les musulmans reste marginale. †

La stratégie de Daech pour miner l'Occident de l'intérieur

Dans un cocktail étonnant de professionnalisme et d'amateurisme, la mouvance terroriste déploie ses opérations par le biais de petites cellules djihadistes disséminées dans les pays dits « croisés ».

Par Anne Guion
Journaliste¹

C'est un pavé de 1 600 pages, diffusé sur le web dès 2004 et que certains experts qualifient de « *Mein Kampf* du djihadisme ». Intitulé *L'appel à la résistance islamique globale* et sous-titré *Votre guide sur le chemin du djihad*, il a des airs de méthode Assimil ou de topo de formateurs en entreprise. Son auteur, l'Hispano-Syrien Abou Mousab al-Souri (« le Syrien »), un ingénieur, ancien cadre d'al-Qaida, y décrit ce qui semble être aujourd'hui le plan de bataille de l'État islamique (EI) : une stratégie de conquête étonnamment moderne, à la fois pragmatique et souvent délirante, dont l'outil principal est la provocation. Décryptage.

Un système collaboratif

Dans son « appel », al-Souri, djihadiste de la première heure, tire les leçons des erreurs du passé. Al-Qaida était une organisation pyramidale qui a pâti de la mort ou de l'emprisonnement de ses leaders ? Il élabore un système fondé sur

des petites cellules installées dans les pays « croisés », occidentaux. Celles-ci regroupent des djihadistes qui adhèrent à un même corpus de croyances, sont engagés sous une même bannière, mais qui n'appartiennent pas à une organisation à proprement parler. Pour reprendre le jargon des ressources humaines, al-Souri propose un management en réseau plutôt que vertical.

L'ingénieur conseille également de combiner local et global : un djihad global sur un territoire où est menée la guerre sainte, qu'il nomme le « front ouvert » – aujourd'hui la zone contrôlée par Daech, à cheval entre la Syrie et l'Irak – et un djihad individuel mené au cœur des pays occidentaux. Le front ouvert fournit le matériel, des camps d'entraînement et, s'il le faut, une zone de repli à des individus qui, eux, mènent des actions dans leur pays de résidence grâce aux possibilités d'« autoformation » qu'offre aujourd'hui le web.

¹ Cet article, initialement paru dans *La Vie* le 2 décembre 2015 est ici reproduit avec l'aimable autorisation de l'éditeur.



L'initiative spontanée valorisée

«Chaque brigade se forme elle-même, choisit sa cible seule et l'attaque, puis revendique l'action auprès des médias», écrit al-Souri. Celui-ci encourage même la compétition entre les groupes, les priant de bien tenir le compte des actions menées, le nombre des martyrs tombés, par exemple, afin de favoriser l'émulation... Une stratégie qui expliquerait le cocktail étonnant de professionnalisme et d'amateurisme constaté lors des opérations passées, ceux qui se décident à agir n'étant pas forcément les «meilleurs» éléments de la mouvance. Comme lorsqu'en août dernier, un terroriste a voulu mitrailler les voyageurs d'un train Thalys, avant d'être maîtrisé rapidement par des militaires américains en vacances.

Qu'importe les ratés, l'objectif est de déstabiliser le pays choisi, grâce à la multiplication de ce type d'action, par capillarité. «Il s'agit de transformer des initiatives prises, dans le passé, de façon spontanée, en un phénomène qui devienne alors la lutte de l'ensemble de l'oumma (la communauté des croyants musulmans, NDLR) et non pas celle d'une simple élite», écrit al-Souri.

Le principal objectif de ce «*djihad de proximité*», selon l'expression du politologue Gilles Kepel, est de provoquer des représailles: faire monter une islamophobie massive qui inciterait en réaction les musulmans à se soulever contre le reste de la population. L'ambiance de

guerre civile ainsi créée faciliterait la conquête du territoire. «Dans la classification de Souri, ces attentats à caractère dispersé appartiennent à une première phase, qu'il nomme "guerre d'usure" et dont le but est de déstabiliser l'ennemi. Une deuxième, celle de "l'équilibre", voit les cellules attaquer systématiquement l'armée ou la police, en pourchasser et exécuter les chefs, s'emparer des zones qu'il est possible de libérer. Pendant la troisième, la "guerre de libération", les cellules se basent sur les zones libérées pour conquérir le reste du territoire, tandis que derrière les lignes ennemies continuent assassinats et attentats, qui achèvent de détruire le monde de l'impiété», écrit Gilles Kepel dans son livre *Terreur et martyre*².

L'instauration d'un califat

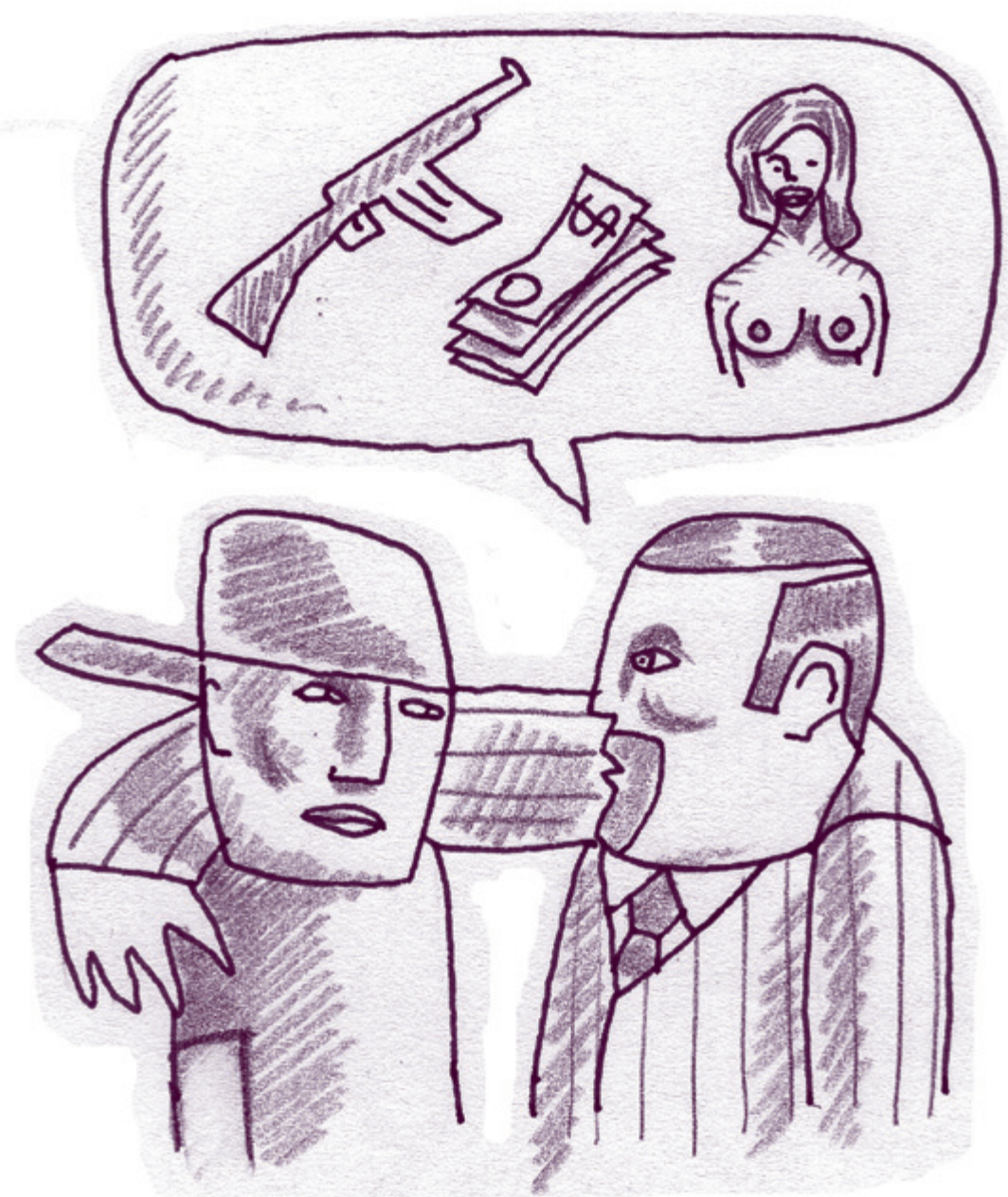
D'autres écrits confirment cette stratégie sur le long terme. C'est le cas de *Gestion de la barbarie*, publié sur le web en 2004 et dont l'auteur, Abu Bakr Naji, ancien cadre d'al-Qaida lui aussi, décrit avec précision les phases nécessaires à l'instauration d'un califat islamique dans le pays visé: une série d'actions d'intensité croissante finissent par décrédibiliser l'État central, qui en vient à délaisser des zones entières de son territoire pour concentrer ses forces sur des points stratégiques. Livrées à la loi de la jungle –la «barbarie» du titre–, les populations abandonnées se laissent plus facilement contrôler par les djihadistes et finissent même par accepter l'instauration de la charia, promesse d'ordre dans le chaos.

² Gilles Kepel, *Terreur et martyre. Relever le défi de civilisation*, Paris, Flammarion, 2008.

La prophétie apocalyptique

Mais l'apparente rationalité de ces textes ne doit pas faire oublier la folie djihadiste. À cette stratégie de conquête s'ajoute une propagande

intense autour de l'apocalypse. Au centre du discours eschatologique de Daech, il y a Dabiq, une petite ville syrienne proche de la frontière turque, au nord d'Alep. Le nom de cette ville est connu de tous les dji-



hadistes. C'est même le titre de leur principal magazine de propagande en anglais. C'est là où devrait se jouer la scène la plus importante de l'apocalypse, selon certaines traditions relatives aux actes et aux paroles du prophète Mahomet (*hadiths*): la bataille du Jugement dernier entre les musulmans et les *roums*, les Byzantins et les chrétiens. Aujourd'hui, de nombreux combattants de Daech sont convaincus que cette bataille aura lieu et qu'elle verra la victoire des musulmans sur les *roums*.

Et là encore, la stratégie vis-à-vis des Occidentaux est la provocation: il s'agit de pousser leurs armées à intervenir sur le terrain. Le journaliste et ancien otage de Daech Nicolas Hénin raconte ainsi dans son livre *Jihad Academy*³ que la plupart des djihadistes de l'EI ont accueilli la nouvelle des bombardements occidentaux avec joie: pour eux, cela prouvait que la prophétie était en train de s'accomplir.

Que faire alors pour contrer cette stratégie? Se garder sans doute de deux attitudes: croire que Daech ne serait qu'un phénomène irrationnel, sans stratégie, une organisation de fous furieux; ensuite, prétendre au contraire qu'il planifie tout sur le très long terme. La vérité est entre les deux. Or, choqués par les attentats, nous avons tendance à ne plus penser le phénomène djihadiste. «Il y a une sorte de fascination pour leur propagande. Nous sommes happés, sidérés par leurs vidéos, comme devant un film d'horreur. Il nous faut

Croire que Daech ne serait qu'une organisation de fous furieux; ensuite, prétendre au contraire qu'il planifie tout sur le très long terme. La vérité est entre les deux.

sortir du mythe et toujours revenir à la réalité», explique Myriam Benraad, spécialiste de l'Irak.

Il faut aussi lutter contre leur vision du monde. «Au centre de celle-ci se trouve la croyance selon laquelle les autres communautés ne peuvent pas vivre en harmonie avec les musulmans», écrit Nicolas Hénin dans une tribune publiée dans *The Guardian* le 19 novembre. Et de conclure: «Nous devons impérativement rester forts et résilients, puisque c'est ce qu'ils craignent. Je les connais: nos bombardements, ils les attendent. Ce qu'ils craignent, c'est notre unité.»

³ Nicolas Hénin, *Jihad Academy*, Paris, Fayard, 2015.

Médias et terrorisme : ad nauseam

De l'arrestation de Salah Abdeslam à celle de Mohamed Abrini, en passant par le drame des attentats de Bruxelles, les médias ont produit des centaines d'heures d'émissions en direct et des milliers de pages. Tout un corpus d'actualité qui, considéré avec recul, comporte certainement une large part d'erreur ou d'impasse mais qui constitue un témoignage extraordinaire de cet épisode du terrorisme islamiste.

Par Marc de Haan¹
Journaliste

Nous sommes juste ébahis par l'abondance de ce récit d'une tragédie de notre époque: un matériel inouï à disposition des historiens du futur, mais dont nous sommes trop proches pour juger de la pertinence. Le traitement des attentats de Bruxelles et de leurs suites par les médias a provoqué de nombreux commentaires parmi le public. Des réseaux sociaux aux déjeuners en famille en passant par les conférences, le travail journalistique est au cœur de toutes discussions. La presse elle-même s'interroge et disserte sur la manière dont elle couvre les attentats, une mise en abyme qui en dit long sur l'ampleur de la remise en question de nos pratiques provoquée par cette actualité inouïe.

On en fait trop ?

Une critique récurrente consiste à considérer que la presse en fait trop, certains estimant que cette couverture extensive ferait de la publicité aux terroristes, qui effectivement nous

On doit admettre que les longs directs, en particulier, peuvent donner le sentiment d'un étalage du drame.

imposent plus une sanglante opération de communication qu'une véritable guerre. Il n'est toutefois pas douteux que si les médias minimisaient, voire taiseaient l'événement, ils alimenteraient tous les fantasmes de complot, et manqueraient à leur mission d'intérêt général: ils doivent dire ce qui est, parce que le public a le droit de savoir.

On doit admettre que les longs directs, en particulier, par la répétition d'informations auxquelles viennent se greffer progressivement de nouvelles, ou par la parole de certains experts qui semblent parfois combler le vide plutôt qu'apporter un véritable éclairage, peuvent donner le sentiment d'un étalage du drame

ad nauseam. La solution est pourtant simple: le public doit rester actif, il lui appartient d'éteindre la télé ou la radio pour passer à autre chose. Mais la sidération provoquée par un tel événement nous en empêche, et nous restons collés à l'écran, en communion avec la souffrance qu'il nous révèle. Est-ce une catharsis bénéfique, ou une angoisse destructrice? Chacun répondra pour soi.



Sans doute cette manière de suivre l'événement en direct, qui n'est plus l'apanage des médias audiovisuels mais se pratique également par les quotidiens sur leurs sites, est renforcée par la concurrence de l'univers nébuleux des réseaux sociaux où les journalistes professionnels cohabitent avec les informateurs –et les désinformateurs– les plus divers. Ces réseaux ont souvent la vraie primeur des infos et vraie exclusivité des images, car ils sont nourris par les témoins directs. Ils déversent en continu le meilleur comme le pire. La presse recoupe le contenu et débusque les rumeurs du net, et vice versa. Une sorte de double régulation s'instaure ainsi entre deux mondes: celui des journalistes et celui des communicateurs, celui de l'information claire qui se drape dans sa rigueur et sa déontologie, et celui de l'information sombre dont la liberté absolue se veut le credo.

Si des publications regrettables sont identifiables, la plupart des médias

belges ont plutôt bien relevé le défi, et à l'heure où j'écris ces lignes, le Conseil de déontologie journalistique n'a enregistré aucune plainte directement liée à la couverture des attentats. Il est surtout frappant de constater que les journalistes ont pratiqué une forme d'auto-évaluation continue, citant leurs sources et commentant leur crédibilité, utilisant le conditionnel, rectifiant leurs erreurs, voire modifiant un projet de Une devant la réaction d'internautes heurtés. Les recommandations du CDJ sur l'information en situation d'urgence, édictées suite aux attentats de Paris de janvier 2015, semblent trouver quelque écho.

Très hostile à l'autorégulation, la chroniqueuse française des médias Clara Schmelck² voit pourtant dans cette autocritique une source d'angoisse supplémentaire pour le public, car elle confirmerait qu'il n'y a aucun moyen

² Clara Schmelck, «Attentats de Bruxelles: la rumeur, produit journalistique par excellence», dans *Intégrales Mag*, 26 mars 2016.

¹ Marc de Haan est directeur général de BX1 et président du Conseil de déontologie journalistique.

d'information fiable. Tout au contraire, il me paraît que révéler et assumer leurs propres erreurs crédibilise les médias. La transparence renforce la confiance plutôt qu'entretenir une folle illusion de perfection. Le premier devoir du journaliste est certainement le respect de la vérité, mais il doit avoir l'honnêteté de reconnaître la modestie de ses capacités à la connaître.

Là où je suivrai volontiers Clara Schmelck, c'est que cette autocritique ne doit pas devenir une licence pour propager n'importe quelle rumeur ou fausse information, en se disant que ce n'est pas grave puisqu'on la rectifiera ensuite, soit après avoir tiré le bénéfice de la pseudo-exclusivité. La tentation de publier des informations non recoupées pour claironner qu'il s'agit d'un scoop, en se préparant déjà à le démentir le lendemain, est une réalité dans certaines rédactions, et pas seulement en France. Or déontologiquement, la technique du «publions, on verra bien» est, faut-il le dire, totalement inacceptable.

Ou en fait-on trop peu ?

L'épreuve du drame étant, espérons-le, derrière nous, les médias belges n'en ont pas moins un autre rendez-vous avec l'histoire. Ils se lancent à présent dans l'explication de l'événement, ils tentent de donner du sens à l'insensé, ils organisent le débat. Ils enregistrent les prises de positions de tous les acteurs de la société civile et politique, et ils auront sans doute à couvrir une périlleuse commission d'enquête parlementaire. L'heure est au commentaire et à l'analyse, un moment où le journa-

lisme peut se démarquer du *dark media* évoqué plus haut, ces réseaux sociaux saturés d'experts de tout et de rien, où les idéologues et les pouvoirs avancent souvent masqués.

Moins rassurante est la capacité des médias, enfermés dans une équation économique qui les porte à suivre les courants dominants, à pouvoir jouer un rôle d'éclaireur dans des zones de réflexion inexplorées, voire de porteur de lumière dans l'obscurité qui nous a engloutis. La presse a une furieuse tendance à radoter, à ne donner la parole qu'aux mêmes, et à ruminer de manière obsessionnelle des débats certes légitimes, comme la question du voile ou du parcours de radicalisation, mais totalement instrumentalisés dans le contexte dangereux où nous vivons.

Notre préoccupation éditoriale reste fortement ethnocentrée, elle manque de recul, tant dans sa dimension spatiale qu'historique. On remuera *ad nauseam* cette abomination qu'est le terrorisme islamiste, en oubliant qu'il y a juste cinq ans, un nazi norvégien assassinait 69 jeunes gens près d'Oslo, ou qu'en 1980, un groupe d'extrême droite tuait 85 personnes dans la gare de Bologne. On trouvera presque normal de deviser avec des gens qui trouvent presque normal qu'on tourne la page de la Shoah et de tous nos génocides maison. Or si nous voulons comprendre l'irruption du mal chez nous aujourd'hui, il faut nous souvenir de celui que nous avons fait jadis, et regarder en face notre coupable tolérance envers l'injustice qui étirent l'humanité entière. †

Un entretien avec Françoise Tulkens

«Les droits fondamentaux, c'est pour tout le monde»

Sur la question des libertés et des droits humains, Françoise Tulkens en connaît un rayon. Ancienne présidente de la branche francophone de la Ligue belge des droits de l'homme, présidente honoraire de la Fondation Roi Baudouin et surtout ancienne juge et vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'homme (entre autres), elle est, sur le sujet qui nous occupe, une référence et un «avis autorisé».

Propos recueillis par Yves Kengen
Rédacteur en chef

Dès lors que la montée du danger terroriste s'accompagne, forcément, de mesures de sécurité, il était intéressant de débattre avec elle des limites qui séparent la sécurité du sécuritaire et, partant, de la préoccupation des libertés individuelles dans un contexte où la menace exige que la population soit protégée.

Espace de Libertés: Depuis le 11 septembre 2001, on a assisté à l'irruption d'une panoplie de législations antiterrorisme, dont certaines restreignent les libertés. Ont-elles démontré leur efficacité ?

Françoise Tulkens: C'est évidemment la première question que l'on se pose après les attentats odieux qui nous ont bouleversés, même si nous savons qu'une efficacité absolue est impossible. Mais, attention, ce n'est pas seulement avec des lois répressives que l'on va changer les mentalités, les

attitudes, les cultures. Les événements que nous avons vécus demandent une réflexion approfondie, solide, forte, sur les raisons de tout ce qui s'est passé, le pourquoi et le comment. La question des droits de l'homme est évidemment aussi au cœur du débat, car les risques d'atteintes aux droits fondamentaux existent. Ici, il faut être clair. Les États doivent bien sûr protéger la vie des personnes. La Convention européenne des droits de l'homme le dit expressément: «*Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi.*» (art. 2). Mais, en même temps, les législations antiterroristes doivent aussi respecter les droits fondamentaux et, notamment, l'interdiction de la torture ainsi que des traitements inhumains ou dégradants (art. 3) qui est une interdiction absolue, même en cas de guerre ou de danger public menaçant la vie de la nation (art. 15). Les États sont donc soumis à une obligation en deux parties qui se doivent l'une et l'autre respect mutuel.

Est-ce qu'il est légitime de faire un choix entre les droits individuels garantis et ces limitations des droits pour garantir la sécurité de tous ?

Non, je pense que c'est une fausse opposition que l'on présente trop souvent. Opposer la sécurité aux droits humains, comme si ceux-ci constituaient des obstacles insurmontables pour la sécurité, est trop facile et j'aurais même envie de dire que c'est de la paresse intellectuelle. Les États ont assez de ressources pour mener les deux exigences de front. De la même manière, j'avoue que je suis fatiguée d'entendre dire que les droits fondamentaux, auxquels notre pays comme tous les États européens ont adhéré, c'est pour les « militants » des droits de l'homme, c'est-à-dire les laxistes, pour ne pas dire les bisounours. C'est n'avoir rien compris. Le respect des droits humains, des droits fondamentaux, nous concerne tous. Évidemment, c'est plus difficile, plus complexe de penser ainsi et c'est beaucoup plus simple de ranger les personnes dans des catégories et de les opposer les unes aux autres. Mais cela n'amène à rien.

Avez-vous l'impression que dans ce cadre, des libertés ont été rabotées depuis une quinzaine d'années ?

Oui, je le pense. Dans le champ du procès pénal, les exigences du procès équitable comme la présomption d'innocence ou les droits de la défense font partie de l'État de droit. Ce sont des garanties fondamentales précisées par tous les textes universels et régionaux de protection des droits de l'homme. Nous devons résister à la tentation

de les affaiblir au nom d'une efficacité qui n'en sortira certainement pas renforcée, au contraire. Oui, il y a aussi des risques pour les libertés. Les exemples que j'ai en tête sont souvent liés au pénal puisque je viens de ce monde-là. Je pense ainsi à la libération conditionnelle qui, depuis des années, se voit sensiblement réduite. Voilà bien une illusion de sécurité que l'État entretient, contrairement à toute logique. La libération conditionnelle n'est pas un privilège ni une faveur. C'est une mesure d'exécution de la peine qui prépare progressivement à la sortie. Il ne s'agit pas d'angélisme ni de bonté d'âme – le pénal n'a rien à voir avec cela. C'est du réalisme. Si nous voulons une efficacité renforcée, il faut prendre le problème à la racine. Préfère-t-on des sorties sèches dont on sait qu'elles amènent tout droit à la récidive ? Un autre exemple, la question des peines incompressibles, sur laquelle le débat reprend aujourd'hui comme si on n'avait rien entendu du monde pénitentiaire. « *Si des hommes entrent en prison, après 20 ans de réclusion, des fauves en sortent* », disait brutalement un directeur de prison. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé que des peines de prison à perpétuité pour lesquelles il n'y a aucune possibilité en droit et en fait de réexamen en cours de détention constituent des traitements inhumains et dégradants. Une personne qui, à l'âge de 20 ou 30 ans, a été condamnée à perpétuité sera-t-elle encore la même 40 ou 50 ans plus tard ? Le penser revient à désespérer de la nature humaine et à priver le détenu de tout « droit à l'espoir ».

Est-ce que dans une société mondialisée comme celle qu'on a aujourd'hui, la lutte contre le terrorisme peut se mener encore à un niveau national ?

Mais non, c'est évident que non. Il faut une collaboration étroite entre tous les services policiers et judiciaires, au niveau national évidemment mais aussi au niveau européen et international. Ce qui n'est pas toujours facile car chacun tient parfois à son pré carré.

On voit que la radicalisation des jeunes est un processus très rapide. Selon vous, existe-t-il une parade ?

C'est vraiment une question difficile et délicate sur laquelle on ne peut pas improviser. J'entends certains autour de moi soutenir que ce sont surtout des personnes précarisées qui se seraient radicalisées...

De nombreux exemples montrent qu'il n'y a pas que des précarisés.

... Je suis d'accord avec vous. Ceci montre bien que la réalité est complexe et ne permet pas des analyses unilatérales. Des parades ? Ce ne sont certainement pas uniquement des réponses d'ordre juridique ou exclusivement répressives qui pourront agir sur ce phénomène. Il faut mieux comprendre la situation pour aller plus loin, au fond des choses.

La réponse que l'on préconise souvent, c'est une action commune des différentes religions. Pensez-vous que les religions détiennent la clé du problème ?

La clé ultime, unique, certainement pas. Une des clés, oui. La religion ou plus exactement les religions font partie de la vie sociale, il faut en tenir compte et le respecter. La liberté de religion, qui est liée à la liberté de pensée et de conscience, est « un bien précieux » aussi bien pour les croyants que pour les athées et les indifférents, comme le répète la Cour européenne des droits de l'homme. Si les religions se mettent ensemble, c'est très bien, car elles doivent aussi prendre leur part du problème et de sa solution. Il y a peut-être un reproche que l'on pourrait nous faire à nous-mêmes, celui d'avoir ces dernières décennies un peu oublié, voire déserté, le fait religieux.

Dans le même ordre d'idées, est-ce que vous trouvez que les musulmans devraient sortir et dire « Not in my name » ?





Oui, bien sûr. J'ai lu récemment dans la presse une intervention de Radouane Attiya et Michaël Privot. Leur texte est magnifique, en disant justement : «Pas en notre nom». Le président de l'Exécutif des musulmans de Belgique, Salah Echallaoui, a été très net et ferme sur ce terrain. Ses interventions courageuses ces dernières semaines ont été dans le même sens.

Vous avez participé à la commission Marcourt sur la formation des imams. Qu'est-ce qu'il faut en retenir ? En France, il semblerait que ce soit un fiasco complet.

Vous me dites que, selon la presse, les imams n'auraient pas participé

en France aux formations proposées. Cela devrait être analysé sérieusement.

Mais donc cela n'a pas été évoqué ?

La commission est partie d'une demande de l'Exécutif des musulmans de Belgique estimant qu'il fallait répondre à une insuffisance de formation des imams, des conseillers islamiques (dans les prisons, les IPPJ, les hôpitaux, l'armée), les professeurs de religion islamique, les acteurs socioculturels, sans oublier l'élite intellectuelle musulmane. Il y a eu un consensus au sein de la commission sur la nécessité urgente d'assurer des formations solides pour ces différents publics cibles, l'objectif étant la reconnaissance d'un islam de Belgique. La commission a recommandé la création d'un Institut pour le développement des formations sur l'islam qui pourrait être créé prochainement en Communauté française. Si l'expérience française a été un fiasco, l'institut devra l'analyser et en tirer les leçons.

Oui, mais il n'y a aucune contrainte.

On verra. Les personnes comme les institutions changent mieux par la persuasion que par la contrainte...

À partir de 2020 !

Non, à partir d'aujourd'hui. Il y a urgence et les questions de la formation sont désormais à l'agenda politique. Bien sûr, il faut encore et toujours réfléchir, mais il faut aussi avancer car des générations ne peuvent être perdues. ✿

Un « entrisme » de droite extrême

Les risques d'« entrisme » de l'extrême droite dans les rouages dans la politique belge en général, dans nos institutions en particulier, sont-ils réels aujourd'hui ? Le « tout sécuritaire » est en tout cas un devenu un réflexe presque pavlovien dans notre quotidien. Et, souvent, la seule réponse, mettant sciemment de côté les alternatives possibles.

Manuel Abramowicz
Journaliste et essayiste

Force est de le constater que cette facette de l'État puise souvent dans la grammaire de l'extrême droite. Une droite musclée préconisant un « ordre » qui ne pourrait être que « nouveau » pour le salut de notre société en perdition, et ce, malgré une idéologie des plus rétrogrades.

Les dangers du « jeu liberticide »

Pour comprendre ce lien, l'histoire nous enseigne avec brio que l'extrême droite n'est qu'un pseudopode du « régime », l'une de ses excroissances. Une version *hard* de la domination. Cette ultra-droite fait partie intégrante du système —comme un virus. Et en période de crise, indirectement, il est souvent fait appel à ses idées sécuritaires pour faire peur à la « majorité silencieuse » et, avec son consentement, mater les opposants. La limitation stricte des libertés —collectives et individuelles— est au cœur du credo de la droite pure et dure. Mais elle n'en a, apparem-

La stratégie d'infiltration de l'État de Jean Ousset et de la Nouvelle Droite s'est fortement développée dans notre pays via notre extrême droite locale.

ment, pas le monopole (voir à ce sujet outre-Québécois). Mais l'extrême droite en reste l'emblématique et diabolisant symbole.

Qu'en est-il alors de cet entrisme possible de l'extrême droite —ou de ses idées et points programmatiques— au cœur de l'État ? Rappelons que l'entrisme est une stratégie de conquête du pouvoir élaborée, dans l'entre-deux-guerres, par Léon Trotski, le dirigeant russe de la



gauche révolutionnaire. Ce mode opératoire communiste visait à infiltrer des militants dans les grands partis ouvriers, socialistes ou communistes, selon les cas nationaux, pour qu'ils accèdent à leur direction; le moment venu, par exemple lors d'un important mouvement social pouvant être le prélude d'une révolution, ils en prennent le contrôle ou, selon les circonstances du rapport de force, créent une scission pour former un parti révolutionnaire au service du peuple en lutte.

Entrisme et cité catholique

Une contre-stratégie d'entrisme s'est élaborée par la suite, théorisée et appliquée par Jean Ousset. Bon connaisseur du corpus idéologique et du savoir-faire marxiste, ce catho-

lique traditionaliste français avait collaboré avec l'occupant allemand durant la guerre 1940-1945. Peu inquiet à la Libération, il cofonda le mouvement La cité catholique et proposa en son sein un nouveau plan pour la prise du pouvoir en dehors de tout cadre électoral. La stratégie proposée à l'extrême droite par Jean Ousset se résumait ainsi: «*L'infiltration des élites –militaire, policière, politique et administrative, ainsi que la magistrature.*»¹ De nos jours, cette infiltration des élites est encore enseignée dans les nombreuses écoles et séminaires de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSP), mouvement politico-religieux international fondé par feu monseigneur Marcel Lefebvre, un disciple inconditionnel de Jean Ousset. L'institut Civitas, la branche politique de la

FSSP, a remis au goût du jour sa tactique d'acquisition des rênes du pouvoir. Pilier de la contestation contre la loi française du mariage pour tous, Civitas propose encore aujourd'hui des formations sur le modèle de la stratégie d'infiltration imaginée par Ousset. Il ne s'agit pas d'un fantasme mais d'un réel plan pour changer la nature du régime politique actuellement en vigueur, strate par strate. Ce processus est, en quelque sorte, déjà à l'œuvre en Hongrie et en Pologne. Cette stratégie fut aussi, dès la fin des années 60, celle de la «Nouvelle Droite», directement issue de l'extrême droite, comme La cité catholique, qui avait préconisé le renversement de la République par l'option militariste au moment de la guerre d'Algérie.

Et en Belgique?

La stratégie d'infiltration de l'État de Jean Ousset et de la Nouvelle Droite s'est fortement développée dans notre pays via notre extrême droite locale, tant néerlandophone que francophone. Mais elle est restée marginale et structurellement écartée des leviers directs du pouvoir grâce au «cordon sanitaire». Cependant, ce que préconise, ici et là, le Vlaams Belang a parfois été récupéré par des partis au gouvernement. C'est, en tous les cas, ce que conclut un rapport de la Ligue des droits de l'homme à propos du programme en «*70 propositions pour résoudre le problème des étrangers*» (sic) élaboré, en 1992, par le Vlaams Blok, comme se dénommait le Vlaams Belang jusqu'en 2004.

En vingt années à peine, ce programme raciste aurait pourtant, selon une résolution du Parlement flamand, été intégré en partie dans des mesures prises par les différents gouvernements successifs.

Écrit par Filip Dewinter, le leader dominant du VB, le programme en question a été cosigné par un certain Karim Van Overmeire. Depuis lors, ce dernier est passé par opportunisme dans les rangs de la Nieuw-Vlaamse Alliantie et siège pour son compte au Parlement flamand; mais il est mieux connu comme ce sulfureux échevin d'Alost en charge de l'enseignement, de la bibliothèque communale, de la coopération européenne et internationale, du patrimoine, des affaires flamandes et de l'intégration des immigrés. A-t-il pour autant changé d'orientation idéologique sur le curseur du radicalisme? Il est en tout cas évident qu'au sein de la formation de Bart De Wever, il a rejoint le courant de droite extrême qui avait planifié le développement de son plan, après la disparition de la Volksunie, l'historique parti nationaliste flamand. Ce n'était donc plus au sein du Vlaams Belang, frappé d'ostracisme, mais au sein d'une formation naissante acceptable, la N-VA. Qui adopta une stratégie de conquête du pouvoir basée sur l'entrisme et l'infiltration du régime. Aujourd'hui, plusieurs militants de ce courant interne sont au pouvoir, à Anvers comme au gouvernement fédéral où ils occupent tranquillement des postes régaliens. ⬆

¹ Alexandre Vick, «Jean Ousset, le "penseur" du mouvement lefebvriste», mis en ligne le 25 janvier 2009 sur resistances.be.

De la mixité à la citoyenneté

Itinéraire d'une école schaerbeekoise.

Par Bruno Derbaix
Sociologue, philosophe et enseignant

Comment vivre ensemble alors que nous avons des croyances, cultures, origines différentes ? Telle était la question qui me guidait en 2004, lorsque j'ai décidé d'enseigner dans le secondaire. Pour faire dialoguer sur les idées, les possibilités n'étaient pas nombreuses. Je pouvais me diriger vers le réseau officiel, avec le lourd handicap que, suivant une certaine vision de l'égalité, on avait décidé de séparer les élèves selon leurs affiliations convictionnelles. Je pouvais également me diriger vers le libre catholique où on gardait les élèves ensemble et où on les faisait régulièrement dialoguer, mais avec une perspective clairement orientée. J'ai choisi la seconde option, mais en présentant mes intentions : que, dans mon approche interconvictionnelle, tout le monde ait la même position. Pas question donc de préséance du christianisme, ni de l'islam, ni d'une certaine idée de la laïcité. J'ai proposé mes intentions au « vicariat », puis mon projet à la direction d'une école de Schaerbeek. Ils ont tous deux accepté.

De la religion à l'interconvictionnel

J'ai donc commencé en 2004 à Helmet avec l'idée de permettre, dans une école multiconvictionnelle à majorité

musulmane, de mieux comprendre les autres tout en parcourant un chemin pour se construire et se comprendre soi-même. Les quatre premières années de mon travail d'enseignant ont été surtout marquées par le contexte « post-2001 », et notamment par de nombreuses discussions sur le port du voile. L'école de l'époque était le théâtre de multiples tensions en salle des profs ainsi qu'avec les élèves. Ce contexte était violent. Les uns avaient le sentiment que les valeurs démocratiques occidentales étaient mises en danger par les musulmans et « leur port du voile ». Les autres voyaient dans un certain islam la possibilité d'affirmer leur égalité, leurs opinions, leur liberté et ne comprenaient pas au nom de quelle démocratie il était possible de les en empêcher. De mon côté, je me suis surtout rendu compte que les identités de mes élèves étaient mixées. Entre la belgitude, l'islamité, l'arabitude et bien d'autres facteurs présents à l'intérieur de chacun d'entre eux, il y avait un dialogue à faciliter. Mon travail nécessitait d'écouter les jeunes, de les aider à approfondir ce en quoi ils se sentaient belges, immigrés, musulmans... de les aider surtout à faire des ponts entre ces parties d'eux-mêmes qui étaient jusque-là trop souvent séparées.

Dialoguer, et après ?

Aujourd'hui, j'estime que ce travail interconvictionnel était important, mais insuffisant. Ouvrir le dialogue, panser les blessures, reconnaître les identités, pointer les différences et les ressemblances... tout cela est essentiel. Mais, pour bâtir ensemble une société, se parler ne suffit pas. Il faut également vivre des aventures, se construire ensemble. Pour prendre conscience de cette évidence, il m'a fallu l'expérimenter.

À l'époque, dans cette école bruxelloise, nous connaissions une recrudescence des petites violences. Point de coups de couteau, vraie délinquance ou grand banditisme, mais une tendance croissante aux petites incivilités, aux tags, aux dégradations, aux vols, aux insultes et aux bagarres à la sortie de l'école. Pour endiguer le phénomène, nous avons cherché des stratégies et sommes tombés sur l'idée de l'« école citoyenne »¹. Quoi de plus normal, se dirait-on ? Contre la violence : la citoyenneté. C'est là un des fondements de notre société. Et pourtant, la chose n'était pas évidente. Car si l'école est prompte à dire l'égalité, les droits, la liberté, elle a beaucoup de mal à les mettre en pratique.

Justice réparatrice, valorisation et conseil de citoyenneté

À rebours du fonctionnement traditionnel, nous avons donc tenté, dans le quotidien et avec les élèves, de faire vivre le concept de citoyenneté. Contre les violences, nous avons commencé par travailler les règles. Plutôt que le

rapport froid à un règlement d'ordre intérieur touffu et mal construit, nous avons distingué les règles de respect, construites par tout le monde et largement mises en avant, et les autres normes de l'école dont les adultes seuls ont la responsabilité, puisqu'elles sont de leur domaine de compétence, celui de faire apprendre. Nous avons ensuite tenté d'appliquer tout cela de manière équitable, en mettant en pratique les principes de la justice réparatrice. Prenant le temps pour gérer les incivilités, ces dernières devinrent autant d'opportunités de rebondir sur ce qui avait été détruit, d'utiliser la sanction comme levier de vivre ensemble. La justice réparatrice suppose de profiter de la sanction pour réparer le dommage causé, mais également pour réhabiliter le jeune incriminé, pour que, du « mauvais garçon qui a osé », il devienne « celui qui a fait une bêtise mais qui s'est racheté ».

Cadrer et sanctionner est une chose mais, pour éduquer, il est également nécessaire de valoriser. Nous avons donc mis en place une évaluation comportementale transversale. Comprenant des compétences scolaires et de vivre ensemble, celle-ci permettait de mettre en avant les élèves, non pour leurs résultats, mais pour leur comportement. Ceux qui, parmi eux, avaient les distinctions de cette évaluation bénéficiaient dorénavant d'une parole différente dans l'école, tout comme de responsabilités nécessitant la confiance de l'institution. L'évaluation s'intégrait dans une attention plus générale à donner de nouveaux rôles aux élèves dans l'établissement : pour encadrer les événements collectifs, pour gérer les

¹ L'école citoyenne est un projet issu de la dynamique du MIEC (Mouvement des institutions et des écoles citoyennes).

Pour bâtir ensemble une société, se parler ne suffit pas. Il faut également vivre des aventures, se construire ensemble.

problèmes des plus petits, pour transmettre leurs expériences et leurs avis. Cette politique, dite «du grand frère», a renforcé entre nos élèves des liens de type familiaux, avec tout le potentiel de solidarité qui les accompagne.

Et puis, clé de voûte de l'édifice, nous avons surtout décidé de jouer le jeu du dialogue avec les jeunes. Autant que faire se peut, les collègues partenaires et moi-même leur avons donné la possibilité de s'exprimer sur ce qu'ils vivaient, sur les problèmes qui les concernaient. Nous avons également utilisé cet outil démocratique fondamental qu'est le conseil, ce lieu où, comme l'a un jour expliqué une déléguée, «on arrive avec des idées qui représentent notre année, on se rend compte qu'elles ne conviennent pas pour toute l'école, on y réfléchit ensemble et on arrive enfin à une solution à laquelle personne n'avait pensé et qui est meilleure pour tout le monde». À partir de cette intelligence collective, nous avons piloté l'ensemble du projet, pour et avec les élèves. Nous avons ainsi vu l'école se transformer en un lieu où les tags se faisaient moins nombreux, les bagarres se raréfiaient, les projets se multipliaient, les liens se renforçaient.

Frilosité professorale

Le «nous» dont je fais ici un large usage était pourtant assez fragile, car la communauté des adultes, qui avait presque unanimement salué l'idée citoyenne initiale du projet, s'est vite faite plus frileuse lorsque celui-ci est devenu concret. Pour le «maître-enseignant» dans lequel se reconnaissaient pas mal de mes collègues, il n'est en effet pas évident de laisser des responsabilités aux élèves. Et puis, construire avec les jeunes, c'était souvent travailler dans l'urgence, dans la confiance encadrée, assez loin finalement d'un monde trop «adulte» qui a tendance à vouloir tout contrôler. Enfin, le dispositif nécessitait un réel travail collectif. Dans un environnement professoral où chacun a la maîtrise de son local, le fait de tout à coup mettre de la coordination et de la transversalité fut sans conteste le défi le plus dur à relever. Conséquence : à mesure que les jeunes s'impliquaient dans le projet, une partie des adultes s'en désaffiliait.

Du côté des élèves, rien de tout cela n'a pourtant empêché aux dynamiques en présence de donner à l'identité de l'école une allure «dorée», qui plus est teintée de citoyenneté. Nos jeunes immigrés voyaient désormais, beaucoup plus massivement, l'école comme un endroit bienveillant, comme un lieu où «il y a moyen» de bouger, de s'épanouir, d'exercer son pouvoir et d'agir. En plus d'être apaisé, l'établissement leur offrait la possibilité

d'inventer de nouveaux rôles, de nouvelles places, loin des stéréotypes du «chouchou» ou du caïd.

Des identités personnelles à la citoyenneté collective

Au niveau des identités, et notamment des identités religieuses, l'«école citoyenne» s'est vite révélée comme le «pendant» du travail que je menais dans mon cours interconfessionnel. Ce dernier permettait de dialoguer sur les croyances et de «faire connaître et reconnaître» les identités en présence. L'école citoyenne non seulement poursuivait ce travail, mais construisait en même une culture commune, emmenant les élèves avec nous dans une aventure porteuse d'épanouissement et de construction identitaire, le tout en lien avec les valeurs démocratiques.

De tout ce parcours, j'en arrive à une conclusion centrale. Face à de nombreuses problématiques contemporaines comme l'individualisme, les violences, le harcèlement, le décrochage, la radicalisation, le dialogue interreligieux ou l'usage des nouveaux médias, les solutions ne sont peut-être pas si compliquées que cela. Plutôt que de dire la citoyen-

neté en faisant le contraire et passer pour une hypocrite, l'école ferait bien de la mettre réellement en pratique. Cela requiert quelques moyens et un peu de talent. Et demande d'accepter que l'éducation et l'apprentissage du vivre ensemble soient au moins aussi importants que l'enseignement. ✦



Et si on essayait la laïcité ?

Mais une laïcité sans adjectif, sans particule, sans assignation nationale : une laïcité qui se résumerait à un principe humaniste qui fonde le régime des libertés.

Par Jean De Brueker
Secrétaire général

Une laïcité qui ouvre un espace à vivre, où respirer, où partager sans mortification, sans jugement a priori. Une laïcité qui se préoccupe du bien commun avant de se soucier des confort particuliers. Une laïcité qui oblige l'État de droit à assurer l'égalité, la solidarité et l'émancipation des citoyens par la diffusion des savoirs et l'exercice du libre examen. Une égalité entre les citoyens qui impose

d'abolir les privilèges et de gommer les discriminations. Une laïcité qui va bien plus loin que la tiédeur de la neutralité, que la bienveillance de la tolérance.

Donner le choix et respecter les choix. Ne pas copier sur le voisin, ni raturer dans l'écriture de sa vie. Ce qui fait société sont des valeurs communes partagées et pas la juxtaposition de particularités convictionnelles tout en reconnaissant que ce foisonnement de différences fait la richesse de l'ensemble, mais n'est pas pour autant ce ciment qui lui donne force et cohérence.

Dans l'immense solitude de l'hyperconnecté, on sombre écrasés par les tweets, pressés par les mails, poursuivis par les selfies et l'on recherche un saint auquel on pourrait se vouer. Et si on remplaçait la quantité des informations par la qualité des savoirs, si on permettait l'accès aux connaissances pour le plus grand nombre et si on s'engageait dans un parcours commun d'apprentissage qui passe inévitablement par l'implication de tous ?

Alors, ne fractionnons pas les savoirs sur des bases théologiques, allons à l'es-

sentiel des réalités, des connaissances à partager, sans jugement de valeur, juste pour disposer d'une matière commune où on peut ensuite laisser vagabonder notre liberté, titiller notre libre examen. Et puis, respirons un grand coup et balayons d'un souffle puissant les barrières morales bien pesantes ou mal intentionnées.

On ne va pas tout réinventer, tout découvrir ou redécouvrir. Sachons de l'expérience accumulée utiliser les passerelles pour tracer notre chemin et construire notre vie. Confirmons le corpus des droits fondamentaux comme des balises communes qui garantissent le respect des personnes, n'empêchons nullement le débat des idées, n'assignons personne à résidence convictionnelle, assurons la libre circulation des personnes et des idées, bref, générons un bel espace de libertés.

L'émotion, la compassion, le recueillement sont certes dignes de respect, mais ils ne peuvent nous dédouaner de notre éventuelle passivité, de notre coupable indifférence vis-à-vis des causes qui ont soutenu les dérives violentes et abjectes qui ont ensanglanté notre histoire récente.

Décliner sans ambiguïté, à partir d'une référence constitutionnelle, le principe de laïcité, des garanties au niveau de l'impartialité des pouvoirs publics et relatives à la neutralité des agents de services publics. Garantir les libertés individuelles dégagées de la censure de morales confessionnelles ou convictionnelles spécifiques. Conforter des acquis en matière d'éthique qui garantissent le libre choix des personnes que ce soit

en matière d'avortement ou d'euthanasie. Contribuer à l'émancipation des citoyens en assurant, dès le plus jeune âge, une éducation à la vie affective et sexuelle. Renforcer les dispositifs et leur application en matière d'égalité des genres. Remplacer, dans l'enseignement, les niches de cloisonnements confessionnels par une approche, tous les élèves réunis, des questions de citoyenneté, de philosophie et d'histoire des religions. Stopper l'utilisation abusive du principe pourtant légitime de la clause de conscience, à condition de la limiter aux seuls prestataires directement concernés et de les obliger en contrepartie à orienter, en temps utiles, vers des pistes de traitement possibles. Éviter toute confusion entre les cérémonies civiles et les commémorations religieuses.

Éviter toute confusion sémantique entre la sphère privée, la sphère publique et l'espace public ; la sphère privée est à chacun, la sphère publique est à tout le monde dans la diversité, l'espace public est au service de tous avec des modalités communes pour tout le monde.

Alors qu'on assiste au retour des dogmatismes religieux, des communautarismes, des extrémismes, la laïcité se présente comme une évidence de vigilance et d'intervention. En se battant pour les libertés, la laïcité milite aussi pour que chacun puisse adhérer à la religion de son choix, pour l'égalité concrète des chances et des droits, pour la promotion de l'interculturalité, pour la solidarité entre les personnes et peuples. Pour que ce bel objectif d'être libres ensemble ne reste pas une utopie, il faut disposer d'un tronc commun pour garantir la liberté des frondaisons. ✦



L'entretien d'Olivier Bailly avec Charlotte Bienaimé

Féminismes arabes : « Un changement profond est en cours »

Journaliste pour France Culture et Arte, Charlotte Bienaimé a parcouru l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Depuis 2011 et les révolutions arabes, elle y a rencontré une quarantaine de jeunes femmes en lutte contre leur société patriarcale. Dans « Féministes du monde arabe », elle évoque leurs combats et un monde qui devra de plus en plus compter avec la voix des femmes.

Espace de Libertés : À vous lire, les féministes sont en tension sur les revendications, les moyens d'action et même entre générations. Il n'y aurait pas un féminisme universel ?

Charlotte Bienaimé : Il n'y a pas un féminisme. Et cela vaut pour le monde arabe comme pour le monde occidental. Il y a toujours eu des féminismes, comme il y a différents courants politiques. Le féminisme touche à tout. En France, on réduit encore ce combat à la vision d'un féminisme offensif, contre les hommes. Concernant les générations, c'est vrai que j'ai senti une tension, peut-être parce que les anciens auraient été complices des pouvoirs en place (plusieurs régimes autoritaires post-coloniaux avaient instauré un féminisme d'État, NDA). Mais ce n'est pas le cas de tout le monde. Finalement, plus que

de parler de tensions, il faut aussi se poser la question : pourquoi vouloir les réunir sous une même démarche ? Chacune milite avec ce qu'elle peut apporter, son histoire, son expérience, sa vision. Une femme voilée travaillera différemment qu'une Femen. Il y a une diversité de mode d'action.

Mais y a-t-il un combat commun ?

Leur objectif commun, c'est que la société ne soit plus patriarcale, que l'homme et la femme soient traités de manière égale, que la matière soit politique, sexuelle, économique ou culturelle. Les modes d'action changent. Betty au Maroc (cofondatrice en 2009 du Mouvement alternatif pour les libertés individuelles, NDA) opte pour des actions-chocs. D'autres travaillent davantage dans l'ombre. Les débats sont nécessaires

mais chacun avance dans son domaine.

L'éducation semble la clé. Là où elle est la plus avancée, en Tunisie, les droits des femmes sont mieux respectés. Un lien direct de cause à effet ?

En Tunisie, toutes les lois sont égalitaires, mais dans les faits, dans la réalité, les difficultés des femmes tunisiennes ressemblent à ce que vivent les Égyptiennes ou les Marocaines.

Les féministes font-elles partie d'une élite ?

On ne peut pas dire que leur féminisme soit élitiste. Elles rencontrent des femmes dans les milieux populaires. Beaucoup ne se revendiquent pas du féminisme mais agissent dans des associations qui, dans le quotidien, font avancer les questions d'égalité. Ce qui réunit les Tunisiennes, malgré un taux d'alphabétisation plus élevé que celui de leurs voisines, c'est le fait d'être en proie à des traditions, à des cultures patriarcales. En France, toutes les lois sont égalitaires et pourtant, un viol s'y déroule toutes les sept minutes... Il reste énormément de choses à modifier. Ces femmes ont aussi besoin d'un État qui va s'engager à promouvoir cette égalité, besoin de personnes pour l'organiser, pour mettre sur pied des ateliers, une sensibilisation.



Une campagne du Mouvement alternatif pour les libertés individuelles.

L'islam est un des paramètres clés dans ces pays.

Je n'ai pas voulu l'accuser. Ni le dédouaner ! On a des exemples qui pointent l'islam comme vecteur d'injustice : les questions sur la virginité, les mariages forcés justifiés par une « éthique » religieuse. J'ai voulu montrer les réalités telles qu'elles sont mais toutes les religions peuvent être accusées. J'ai



aussi voulu faire entendre le féminisme islamique. Ce courant est intéressant car il peut rallier à la cause des personnes qui ne seraient pas forcément intéressées par le féminisme. En France, beaucoup de jeunes femmes de l'immigration s'en revendiquent très jeunes. Elles dénoncent des pratiques dans leur communauté mais ont peur que ces critiques ne leur retombent dessus. Elles ressentent une tension : doivent-elles s'exprimer ou cacher ce qu'elles vivent pour ne pas parti-

ciper au racisme ambiant ? Avec le féminisme islamique, elles trouvent un intermédiaire. C'est pareil au Maroc, dans des termes différents. Des femmes revendiquent ce féminisme sans se relier forcément aux Femen. Ceci étant dit, les Femen sont aussi une expression du féminisme arabe. Amina est tunisienne. Elle n'est pas importée d'Ukraine !

Ce féminisme islamique est-il une réponse à l'accusation de vouloir occidentaliser la société arabe ?

Les femmes arabes veulent rappeler que le combat pour l'égalité homme-femme n'est pas l'apanage des pays « éclairés ». Il y a bien longtemps qu'elles se battent. Elles veulent trouver leurs propres moyens d'émancipation. C'est le problème des ONG et associations qui débarquent dans un but louable. Elles arrivent dans petites régions de Tunisie avec une posture de donneur de leçons. Cette posture doit être revue. Ce n'est sans doute pas aussi visible en Occident que sur la place Tahrir, avec des ennemis faciles à désigner, mais je travaille sur les femmes qui évoluent en France dans les hautes sphères politiques, économiques ou autres. La façon dont elles sont traitées par les hommes appelle à plus d'humilité sur notre société.

Il y a peu d'hommes dans vos récits. Ils sont absents de la cause ?

Il y a des jeunes hommes à leurs côtés. Il y a aussi des pères. À travers le récit des femmes, on découvre ce futur mari qui discute

longtemps pour bien cerner l'égalité dans le couple, le père qui encourage la liberté de sa fille. Il y a Oussema, cet étudiant qui se revendique féministe. Cela devrait faire l'objet d'un autre livre pour entendre la voix de ces hommes. Il y avait pour moi une urgence d'entendre la voix des femmes, mais c'est vrai que cela donne une image de l'homme arabe machiste et sexiste. Ceci étant dit, leur société est très patriarcale, il ne faut pas le cacher.

Les réseaux sociaux, par contre, semblent être des espaces formidables de liberté.

Facebook, c'est énorme pour elles ! Elles s'en servent comme d'un outil pour partager leurs réflexions, leurs textes, leurs modes d'action. C'est une ouverture infinie dans la droite ligne des révolutions arabes. Même au niveau de l'autoformation, des jeunes femmes deviennent féministes, ont un bagage, du jargon, des références via internet uniquement.

Ces réseaux se concrétisent-ils dans le réel ?

Oui, il y a un réseau très organisé avec une énorme demande. Elles ont réalisé du concret comme une campagne d'affichages géants dans différentes villes. Elles sont aussi invitées dans des conférences, se rencontrent via Skype. Quelque chose émerge. Quand j'ai publié le livre, j'ai prévenu toutes les filles via une discussion commune sur Facebook. C'était émouvant de les lire ensuite. Elles se sont parlé, l'une

expliquant s'être sentie moins seule, l'autre ayant trouvé de la force dans les témoignages. Un changement profond se déroule dans la société arabe. C'est très clair pour moi. Ce n'est pas pour demain mais c'est inéluctable. En Tunisie, elles ont réalisé un nombre incalculable de choses en trois ans sur le harcèlement de rue, la virginité. Elles sont peut-être minoritaires aujourd'hui, mais elles changent la société.

La réappropriation du corps, c'est une individualisation du combat féministe ?

Je ne sais pas. Non, je pense qu'elles s'emparent d'une thématique qui n'a pas été abordée par la génération précédente. Le corps est politique. Le débat autour du corps, la question de la virginité, le harcèlement de rue, l'avortement, le droit de disposer de son corps : tout cela est politique et témoigne d'une certaine société. Au niveau individuel se pose la question de comment utiliser le corps dans le militantisme. L'une montre ses seins avec une revendication politique. Une autre met le fouloir parce qu'il lui ouvre plus de portes et lui évite d'être dans la surexposition. Chacune utilise son corps à sa manière, mais toutes veulent la même chose : que leur corps n'appartienne pas à quelqu'un d'autre. ♣



Charlotte Bienaimé, « Féministes du monde arabe. Enquête sur une génération qui change le monde », Paris, Les Arènes/ France Culture, 2016, 294 pages. Prix : 18 euros
Pour écouter les portraits des femmes rencontrées par Charlotte Bienaimé : www.franceculture.fr/emissions/na-sawiyat

À la (sublime) porte!

Demandeurs d'asile ou non, les migrants sont désormais renvoyés en Turquie avec la bénédiction de l'Europe. Les ONG craignent le pire. Amnesty International et d'autres organisations ont recueilli des informations indiquant que certains d'entre eux qui s'étaient vu refuser l'entrée de la Sublime Porte à la frontière syrienne avaient essuyé des coups de feu et avaient été renvoyés de force dans leur pays d'origine. En 2015, la Commission européenne elle-même déplorait déjà de «*graves reculs*» en matière de liberté d'expression et de réunion. La Turquie compte en outre un nombre record de journalistes emprisonnés. Plusieurs chaînes de télévision critiques du pouvoir sont également muselées par les autorités. Mais n'allez pas penser pour autant que l'accueil réservé aux migrants manquera d'humanité... Si? (map)

Manif a minima

Le 9 avril, une centaine de personnes ont manifesté devant l'ambassade de Pologne à Bruxelles pour dénoncer la volonté du nouveau gouvernement polonais d'abolir le droit à l'avortement. «*La législation polonaise sur l'avortement est déjà l'une des plus restrictives d'Europe. Nous ne voulons donc pas que cette nouvelle loi soit adoptée. Nous voulons plus de droits, et non pas moins de droits, à se faire avorter*», a souligné la porte-parole des protestataires. Ceux-ci redoutent que la nouvelle législation pousse les femmes à recourir aux avortements clandestins. Exact. Reste qu'une centaine de personnes pour pointer une problématique qui est au cœur même de nos droits fondamentaux, c'est bien peu... Pas sûr que leur prière aura été entendue au Caprice des dieux. (map)

Vatican Papers

La presse internationale a étalé en long et en large les dérives fiscales révélées par les Panama Papers. Mais tiens! Ça fait un bout de temps qu'on n'a plus

entendu parler de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR). C'est ainsi que l'on appelle la banque du Vatican, laquelle s'est vautrée dans le scandale et la magouille des décennies durant. François avait promis d'y mettre bon ordre. Mais fin avril, bardaf! On apprend que l'audit commandé en 2015 à PwC (PricewaterhouseCoopers) sur les comptes du Vatican a été suspendu. Pourquoi? Mystère. Le journal *Italia Oggi* écrit par ailleurs que le directeur de l'IOR, le Français Jean-Baptiste de Franssu, pourrait passer à la trappe. Honni soit qui mal y pense... (map)

Gays! Gays! Bénissons-les

L'Église protestante de Norvège, principale confession du pays, a décidé à une majorité écrasante d'autoriser les unions religieuses pour les couples homosexuels. Une nouvelle liturgie sera développée, à côté de l'actuelle, pour permettre de consacrer les unions de couples aussi bien homos qu'hétéros. Un exemple à suivre pour qui entend promouvoir une société inclusive, où les discriminations sont bannies à tous les niveaux. Pourtant, à ce jour, le mariage gay religieux n'existe qu'en Suède, au Danemark et dans quelques congrégations à travers le monde anglo-saxon. Et même là, rien n'est simple. Ainsi, au Danemark qui fut pourtant un précurseur en matière de mariage gay, le débat continue à faire couler beaucoup d'encre. (map)

Jambon pas casher

Le ministre de l'Intérieur Jan Jambon a comparé l'aide supposément reçue par Salah Abdeslam et ses complices auprès de la communauté musulmane de Bruxelles à l'aide apportée par des Belges à certains juifs traqués durant la Seconde Guerre mondiale. Mal inspiré, le premier flic du Royaume! Le quotidien *Haaretz* n'a en effet pas manqué de rappeler qu'en octobre 2014, Jan Jambon avait estimé que les collaborateurs du régime nazi «*avaient leurs raisons*», même s'il avait qualifié la collaboration de faute. *Persevere diabolicum*... (map)

Encore un whisky?

Le chef de l'Église anglicane est le fruit d'une union illégitime. Des analyses ADN ont confirmé que l'archevêque de Canterbury, Justin Welby, est le fils illégitime du secrétaire particulier de Winston Churchill et le fruit d'une brève liaison «*encouragée par l'alcool*» (qui a bon dos). Cette filiation est une «*immense surprise*» pour Justin Welby et sa mère Jane Welby, écrit le *Daily Telegraph* –qui n'est jamais surpris pour sa part par la scandalite. Cette révélation n'aura toutefois pas de conséquence sur la position de Justin Welby au sein de l'Église anglicane. Un amendement du droit canonique passé dans les années 50 a révoqué une disposition vieille de plusieurs siècles interdisant aux enfants illégitimes la fonction d'archevêque. On n'est jamais trop prudent... (map)

Maman où t'es?

Accoucher dans la discrétion mais en révélant à l'enfant l'identité de la mère à un âge donné: certains y songent en Belgique. Ainsi, la socialiste Laurette Onkelinx souhaite mettre fin à une situation qui conduit des mères à confier leur enfant à la «*boîte à bébés*» ou à aller accoucher à l'étranger. L'accouchement «*sous discrétion*» qu'elle promet implique que l'identité de la mère devrait toujours figurer sur l'acte de naissance, mais ces données seront conservées dans un registre spécial. L'enfant pourra alors, s'il le souhaite, en prendre connaissance à sa majorité. Il gardera ainsi le droit à connaître sa filiation. D'autres projets touchant à cette question existent. L'un d'eux fixe la possibilité pour l'enfant de connaître sa mère dès l'âge de 12 ans. (map)

Losing my religion

Le bouddhisme n'en finit plus de conquérir l'âme des Français. Il compterait plus de 5 millions de sympathisants dans l'Hexagone, ce qui en ferait la quatrième religion du pays. L'Église catholique se demande à quoi correspond cet engouement et s'affole quelque peu de voir à l'occasion des fidèles mettre une dose de bouddhisme dans leur vie de chrétien. «*Si l'affirmation "je suis bouddhiste et chrétien" peut surprendre, voire choquer*», écrit *La Croix*, «*il est important de la replacer dans son contexte, selon que la personne concernée est un bouddhiste asiatique chrétien, ou un chrétien méditant bouddhiste, ou encore un chrétien adepte de l'art de vivre bouddhique*...» Nuance... (map)

74 Du rêve américain d'hier au
rêve européen d'aujourd'hui ?

76 Érasme, d'encre et de papier
chiffonné

78 C'est pas la fête au village...



Du rêve américain d'hier au rêve européen d'aujourd'hui ?

Le Red Star Line Museum à Anvers propose une reconstitution de l'histoire des migrations humaines de l'Europe vers les États-Unis à la fin du XIX^e et au XX^e siècle. Des histoires d'hommes et de femmes ayant fui la guerre, la misère ou voulant rejoindre une famille. Autant de raisons qui résonnent avec celles des migrants qui affluent vers l'Europe aujourd'hui. Un voyage dans le temps, sur les traces des migrants, pour mieux comprendre le présent.

Par Soraya Soussi
Journaliste

L'histoire nous apprend que l'homme a depuis tout temps traversé les continents à la recherche d'un lieu prospère. Le Red Star Line Museum, le musée de l'ancienne compagnie maritime à Anvers, reprend l'un des épisodes historiques de la migration humaine. À la fin du XIX^e jusqu'au XX^e siècle, des millions d'Européens quittent le vieux continent vers un avenir meilleur, dans le Nouveau Monde. C'est ce que l'histoire appelle communément le «rêve américain». «*L'un des objectifs de la création du Red Star Line Museum consiste à comprendre l'histoire des migrants d'autrefois et des migrations humaines au sens large afin de poser une réflexion sur le contexte des migrations d'aujourd'hui*», nous confie Bram Beelaert, historien et curateur du musée.

Dans la peau d'un migrant européen... au XIX^e siècle

Nous sommes à la fin du XIX^e siècle. La Red Star Line, filiale d'une compagnie maritime belgo-américaine est alors créée afin de transporter des marchandises et des passagers de l'Europe vers les États-Unis. La majorité d'entre eux sont des passagers de troisième classe qui doivent subir un examen médical strict et administratif dans les hangars de la compagnie. Durant 60 ans, ce lieu emblématique servant de transit vers les États-Unis fait passer 2 millions d'Européens, principalement d'Allemagne et d'Europe de l'Est. En 1934, c'est la chute des activités de la Red Star Line telle qu'elle est connue.

Depuis septembre 2013, les hangars de la Red Star Line se sont transfor-

més en musée. Les récits, les témoignages audio, les photos, les listes de noms et lettres jaunies font office de supports pour marcher sur les traces des émigrants. De la traversée de l'Europe en train à l'arrivée à Ellis Island, une petite île à quelques kilomètres de New York, l'immersion est totale. Une fois le candidat à l'exil autorisé à quitter Anvers, il peut embarquer sur le paquebot où une traversée de deux semaines l'attend en soute. Le voyage est aussi rude pour les passagers de troisième classe qu'il est confortable pour les voyageurs de la classe aisée de l'époque. Les inégalités sociales ne sont de fait pas épargnées à bord.

Autant de visages que d'histoires

Les récits des migrants constituent le pivot du musée. «Nous avons repris des histoires et témoignages de personnes ayant migré et représentatives par chapitre de l'histoire de l'homme», précise Bram Beelaert. Parmi les passagers, on retrouve des noms connus comme Albert Einstein qui fuit définitivement l'Europe en 1933 à l'arrivée d'Hitler au pouvoir ou encore le compositeur juif russe Irving Berlin, Israël Isidore Balin de son vrai nom, qui fut l'un des plus grands compositeurs du XX^e siècle aux États-Unis avec son célèbre *White Christmas*. Mais il y a aussi des témoignages de femmes et d'hommes qui racontent tantôt une fin de migration heureuse tantôt un triste destin. Et là encore, le visiteur peut s'identifier en retrouvant des similitudes avec l'histoire d'un proche ou sa propre histoire, car les raisons qui poussent les personnes à partir sont innombrables.



Affiche d'Henry Cassiers, 1899, Letterenhuis, Anvers.

Du passé à aujourd'hui

Penser aux émigrants et immigrés du passé, apprendre leur histoire et comprendre ce qu'ils ont traversé nous amène à penser aux émigrants et immigrés d'aujourd'hui. Leurs visages ne sont pas connus, leurs histoires ne sont pas encore écrites sur papier. Parmi ces enfants, on ne connaît pas encore les futurs Albert Einstein ou les Irving Berlin. Peut-être n'auront-ils jamais l'occasion de le devenir devant les portes fermées de l'Europe. Le «rêve européen» n'est pas, n'est plus. Mais il est une autre chose que l'histoire nous enseigne, selon Bram Beelaert: «*La migration humaine existe depuis tout temps et existera toujours. C'est un fait qu'on ne peut nier et qu'il faut accepter.*» Outre les arguments économiques ou démographiques, le Red Star Line Museum souligne la nécessité de se tourner vers des arguments objectifs et historiques afin de se centrer sur l'enjeu humain avant tout. 🌟

Érasme, d'encre et de papier chiffonné

Exhumé des vieux livres et réincarné dans une boulette de papier, Érasme n'a rien perdu de sa légendaire insolence. Dans « Dieu, Érasme et moi », la conteuse Ludwine Deblon retrace avec poésie et humour la vie du « père de l'humanisme » et « précepteur de l'Europe » par le biais du théâtre d'objets.

Par Amélie Dogot
Secrétaire de rédaction

Sur l'estrade¹, un comptoir, des étagères en bois sombre, un vieux poste de radio et surtout des objets : une plume de copiste, un coupe-papier, des poteries, une bouteille de vin et un verre à pied, une bougie et son bougeoir argenté, quelques beaux livres reliés de cuir et une corbeille pleine de boules de papier froissé. Pour donner vie à ces objets du quotidien d'un autre temps, Ludwine Deblon entre en scène et endosse une veste estampillée « I'm God », se mettant dans la peau de Dieu pour raconter la vie d'Érasme. Véritable femme-orchestre, elle incarne à elle seule tous les personnages et jongle avec les voix et les accents. Pendant près d'une heure, la conteuse emmène ados et adultes de Rotterdam à Bâle, en passant par la France, l'Italie et l'Angleterre, au sortir du Moyen Âge, au temps des guerres de religion, de l'Inquisition et de la Réforme.

Le petit Geert, Desiderius Erasmus, naît entre 1466 et 1469 à Rotterdam. Ses parents meurent de la peste et son tuteur l'envoie au couvent. Mais l'enfermement convient peu à cet épris de liberté...

Un « moinillon rebelle »

Grand voyageur, il étudie dans plusieurs universités européennes et séjourne à notamment Anvers, Bruges, Louvain, Malines et Anderlecht entre 1516 et 1521, villes faisant alors partie des Pays-Bas espagnols. Soucieux de préserver sa liberté de pensée et d'expression littéraire, c'est sur le terrain de la théologie, de l'érudition et du politique que le moine humaniste marque son époque. Plaçant l'homme au cœur de sa pensée, Érasme consacre toute sa vie à traduire et commenter les écrivains et philosophes de l'Antiquité ainsi que les textes bibliques. En contact avec les souverains, les ecclésiastiques et les érudits européens les plus éminents – parmi lesquels Martin Luther et Thomas More –, il est aussi un pédagogue réformateur, contribuant à rénover les systèmes d'enseignement par la publication de grammaires et de traités scolaires².

« Lire Érasme, c'est entamer un vrai dialogue : au fil des pages, on se prend à protester, acquiescer ou éclater de rire. Et lorsqu'on relève le nez, notre monde semble



© M.-C. Gilles

souvent engoncé dans les mêmes impasses, les mêmes dangers que le redoutable XVI^e siècle. Quand la société se radicalise, quand la guerre se profile, comment garder l'indispensable sens de la nuance ? Quelle est la liberté de l'individu face aux systèmes de pensée ? Ce spectacle est né de ce dialogue et de ces questions », explique Ludwine Deblon. Celle qui partage avec Érasme une même formation de philologue joue ce spectacle depuis 2014 devant un public adulte ou familial à partir de 12 ans, ainsi qu'à la Maison d'Érasme lors de séances scolaires pour les élèves à partir de 15 ans.

Quand les objets prennent vie

Le théâtre d'objets est un type de spectacle vivant où les objets ne sont plus des accessoires servant au comédien mais des effigies, des

représentations des personnages. Leur logique « utilitaire » évolue vers une logique « poétique » où leur pouvoir d'évocation se déploie. Ainsi les contemporains d'Érasme, Henri VIII, François I^{er} et Charles Quint, se retrouvent incarnés... en pichet, en bouteille en verre rehaussée d'une plume et en boc à bière, et la guerre de religion qu'ils se vouent prend sur scène la forme d'un match de football radiophonique ! La forme est amusante, pleine d'humour et de poésie, ce qui n'empêche en rien le sérieux du propos. « Dieu, Érasme et moi » convient bel et bien « aux amateurs d'Histoire autant qu'aux amateurs d'histoires ». ✦



« Dieu, Érasme et moi »
Narration : Ludwine Deblon
Mise en scène : Stéphane Georis
Spectacle disponible en français et en néerlandais
Séances pour groupes scolaires le 13 mai à la Maison d'Érasme (Anderlecht)
<http://dieu-erasmeetmoi.com>

1 Nous avons assisté à la représentation du spectacle à la Maison du conte de Bruxelles (Rouge-Cloître) le 19 décembre 2015 au cours d'une soirée thématique sur la folie.

2 Amélie Dogot, « Érasme, la fortune d'un grand humaniste », dans *Esprit Libre*, n°51, septembre 2007.

C'est pas la fête au village...

En filmant la vie comme elle va à peu près dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile pour les besoins de son «Eurovillage», François Pirot interroge notre (in)humanité. Résultat : un documentaire captivant et bouleversant.

Par Frédéric Vandecasserie
Journaliste



«Eurovillage»
Documentaire de
François Pirot
BE • 2015 • 72'
Au Studio 5 (Flagey
à Ixelles) jusqu'au
28 mai

Après *Mobile Home* (2012), comédie jubilatoire en forme de *road movie* finalement immobile, François Pirot reprend son sérieux. Et nous emmène, cette fois, au centre d'accueil d'Herbeumont dans les Ardennes belges, où il est allé à la rencontre des demandeurs d'asile. *Eurovillage*, dont son film tire son titre, est un ancien village de vacances isolé au milieu de la forêt ardennaise qui a été converti, en 2011, en centre d'accueil pour demandeurs d'asile. «*La nature particulière de ce lieu m'a donné l'envie d'en faire un personnage central, explique le réalisateur. C'est de son point de vue que l'on observe la vie des habitants du centre.*»

Patience et longueur de temps

Les résidents qui l'habitent n'ont qu'une seule occupation : attendre. Souvent abattus par le poids des procédures et des maux qui s'abattent sur eux. Pendant une durée indéterminée, ils patientent avant la réponse à cette angoissante question : vont-ils, oui ou non, obtenir le statut de réfugié, et,

donc, l'autorisation de rester sur le territoire belge ?

Comment traversent-ils cette étrange période, déconnectés de la vie réelle, suspendus entre ce qu'ils ont quitté et un futur incertain ? Qui, pour un grand nombre d'entre eux, prendra la forme d'un «ordre de quitter le territoire» ? Plus que jamais d'actualité, ce documentaire essentiel pose la question du phénomène migratoire, nous interpellant surtout sur notre humanité. «*On entend surtout parler des réfugiés lorsque leurs difficultés sont évidentes, visibles et tragiques*, reprend François Pirot. *Mais, souvent, dès qu'ils sont pris en charge par l'État, et qu'ils deviennent officiellement "demandeurs d'asile", ce qui se passe pour eux devient plus flou, moins connu. Alors qu'après avoir passé les portes des centres d'accueil, leur voyage est encore bien loin d'être terminé. Certes, leur vie n'est plus en danger. Ils dorment au chaud et ont de quoi manger. Mais ils ne sont pas encore arrivés réellement quelque part, c'est-à-dire dans un endroit où ils pourront réellement se construire, s'ils le souhaitent, une vie solide et durable.*»



Attente et solitude : le quotidien des demandeurs d'asile dans un centre d'accueil perdu au milieu de la forêt ardennaise.

L'espoir d'une réponse positive

Eurovillage explore donc ce moment très particulier que traversent les personnes qui demandent l'asile. Ce moment où leur existence est mise en stand-by, où ils se trouvent comme suspendus en apesanteur entre deux vies. Un «non-temps», un «non-lieu», un interminable sas vers un incertain futur. Un infernal mouvement de balancier que rend parfaitement bien ce film capté à hauteur d'humain.

«*La spécificité de ce documentaire est justement de s'arrêter sur un des moments les moins "sensationnels" du parcours de ces derniers*, poursuit le réalisateur. *Face à des événements aussi tragiques que la traversée mortelle d'un désert ou le naufrage d'une embarcation de fortune, nous sommes certes horrifiés. Mais, en même temps, cette réalité est, par son horreur, souvent très lointaine de la nôtre. Elle nous choque, mais pouvons-nous parvenir à ressentir réellement ce que cela peut être de traverser de telles épreuves ? Et cela ne nous pousse-t-il pas, peut-être, à*

continuer à voir une réelle frontière entre "eux", étrangers venant de pays lointains et troublés, et "nous", habitants de pays riches et protégés ?»

Eurovillage laisse voir ces personnes vivant dans des infrastructures et un paysage qui nous sont familiers. «*L'étiquette de réfugié est donc moins visible et peut permettre au spectateur, du moins je l'espère, de ressentir de façon plus sensible ce que peut être l'exil, et la peur du lendemain*», poursuit le réalisateur. De s'identifier, donc, dans le sens de «ressentir avec». Les histoires passées, douloureuses, même si elles sont tues, et la perspective angoissante de ne pas pouvoir rester légalement sur le territoire infusent l'atmosphère. Progressivement, une prise de conscience, issue de l'accumulation de cette tension, finit par émerger. «*Permettant, enfin je l'espère, de nous emporter progressivement dans une émotion moins superficielle*», conclut Pirot. Qui relève parfaitement son pari d'illustrer ces vies au rabais au moyen d'une énorme valeur humaniste. ✦

Orthographe : touchée mais pas coulée

Par Véronique Bergen
Philosophe et écrivaine

Tout le monde, des opposants farouches aux partisans, ayant parlé en mon nom, je sors de mon silence. Nul n'ignore qu'une langue évolue, mue comme un serpent, change de peau de siècle en siècle. À qui revient-il de réformer, toiletter la langue ? L'Académie française est comme la chouette de Minerve de Hegel : elle vient toujours après, actant dans son corpus de règles les métamorphoses spontanées du parler et de l'écrit.

Moi, le français, je ne cultive aucune crispation nostalgique. Mais quand les changements sont décrétés en haut lieu, je tremble. Quelles réformes édicte-t-on ? Pourquoi et dans quels buts ? On ne touche pas à la langue impunément. Toucher à la langue, à l'orthographe, à la syntaxe, c'est toucher à la pensée, à l'histoire, au politique. Au vu des amendements proposés – suppression d'accents circonflexes, de traits d'union... –, je grelotte. Les mots d'ordre – simplifier, alléger, standardiser – taisent leur but caché, uniformiser une langue trop bariolée, la faire rentrer dans l'axe de la marchandisation, la calquer sur le *Global English*.

Réforme, dites-vous ? Moi, j'entends l'élitage de mes folies afin de devenir conforme. On me simplifie, moi la complexe, on me trace des chemins

aseptisés, moi la voltigeuse adepte de l'école buissonnière. On m'aligne, moi la sinieuse. On me discipline, me coupe de mes racines, de ma généalogie, on veut faire oublier aux peuples que mon accent circonflexe est la trace résiduelle d'un «s». On me reproche mes illogismes, on éradique mes exceptions. Comprenez-vous qu'une langue ne suit pas des règles ? Qu'elle a des caprices, vit d'écarts à la norme, pousse librement comme la végétation ? La normalisation vise à me rendre docile. Dire adieu à «oignon», «nénuphar» me pince certes le cœur, je tirais une fierté du glorieux «ph». Le problème n'est point que désormais «le maitre d'aout entrainera dans sa sècheresse chauve-souris, cèleri, corole, exéma». Je ris de me voir ajouter des trémas, «argüer», «rongeüre», m'aventurant dans une langue mutante du troisième type, germano-latine. Mais, dans l'ombre de la réforme, on vise mon dressage. Qui veut asservir les hommes contrôle d'abord la langue.

Heureusement, j'ai mes poètes, mes rappeurs, mes sorciers du verbe. Prenez garde. À tuer ma luxuriance, me couler dans la novlangue, je pourrais vous jouer des tours. Les peuples pleurent, les langues aussi. Moi, le français, je saigne avant de bondir. On ne commande pas à mes usages. ✦

Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

**Funérailles civiles
de toutes classes et crémation**

C chaussée d'Alsemberg 19 - 1060 Bruxelles
Tél. 02 537 05 64

Direction : Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Crémations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact : Dominique Peeren



**SOCIETE BELGE
POUR LA
CREMATION**

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématisé. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Publication, émissions, théâtre... les bonnes énergies

Dans le cadre de la campagne « WeNeedYouth »

Vient de paraître dans la collection « Liberté j'écris ton nom »

Composante essentielle de notre identité, la sexualité fascine, énerve, dérange et s'invite en permanence dans les débats. Compagnon de route d'une forme de libération sexuelle et d'acquisition de droits sexuels et reproductifs, le planning familial fait face au retour des conservatismes. Posant les jalons de l'histoire de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle en Belgique, cet essai tente d'en analyser les enjeux contemporains tout en insistant sur la nécessité d'une approche citoyenne de la sexualité.

Mai 2016 • 96 pages • 12 x 21,5 cm • ISBN 978-2-87504-024-4

Prix de vente: 10 euros

Modes de procurement:

- ✓ En vente directe au CAL
- ✓ Sur commande via la librairie du CAL
- ✓ Par virement sur le compte du CAL: BE16 2100 6247 9974 - GEBABEB, en précisant le titre de l'ouvrage dans la communication (frais de port pour la Belgique: 1,89 euro)



ESPACE de Libertés

Éditeur responsable:

Jean De Brueker

Rédacteur en chef:

Yves Kengen

Secrétaire de rédaction:

Amélie Dogot

Production:

Fabienne Sergoyne

Dessins:

Olivier Wiame

Graphisme:

YEBOnographics

Imprimeur:

Kliemo

Fondateur:

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique: 20 €, Étranger: 32 €
par virement au compte du CAL:

IBAN: BE16 2100 6247 9974

BIC: GEBABEBB

TVA: BE 0409 110 069

ISSN: 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine

1050 Bruxelles

Tél: 02 627 68 68 - Fax: 02 627 68 01

E-mail: fabienne.sergoyne@laicite.net

www.laicite.be

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)
Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de
la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses
qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données person-
nelles et les faire rectifier.



Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS
DE LA LAÏCITÉ
MAI 2016

À LA TÉLÉVISION

Les transgenres à la recherche d'une reconnaissance (28')

Présentation: Vinciane Colson

Les personnes transgenres souffrent aujourd'hui d'un manque de reconnaissance et leur statut légal est problématique en Belgique. Comment se décrivent-elles? Quelles discriminations subissent-elles? Nous partirons à leur rencontre.

Date	Heure	Chaine
08/05	9H20	La Une
14/05	10H30	La Une
18/05	20H00	La Trois

Laïcité, la colo-philo (10')

Présentation: Vinciane Colson

Cette année encore, des jeunes Belges, Français et Espagnols vont se retrouver cet été pour une colonie de vacances pas comme les autres. Plus qu'un échange de jeunes, Laïcité est une expérience de vie unique.

Date	Heure	Chaine
17/05	Fin de soirée	La Une
23/05	20H00	La Trois

Cours de philo et citoyenneté: où en est-on? (10')

Présentation: Vinciane Colson

Les cours de philosophie et citoyenneté devraient être mis en place dès septembre 2016 dans le primaire. Mais avec quel contenu? Quels professeurs? Et quels enjeux pour l'avenir?

Date	Heure	Chaine
22/05	9H00	La Une
28/05	10H30	La Une
01/06	20H00	La Trois

Portrait de la Maison de la Laïcité Condorcet (10')

Présentation: Catherine Haxhe

Les Maisons de la Laïcité permettent une rencontre centrée sur la citoyenneté ouverte à une public large et varié qui dépasse celui du mouvement laïque. On le verra au travers de ce portrait, réalisé par le CLAV, de la Maison de la Laïcité Condorcet animée par une équipe dynamique.

Date	Heure	Chaine
31/05	Fin de soirée	La Une
06/06	20H00	La Trois

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H10 (28')

Luttes sociales, histoires d'émancipation

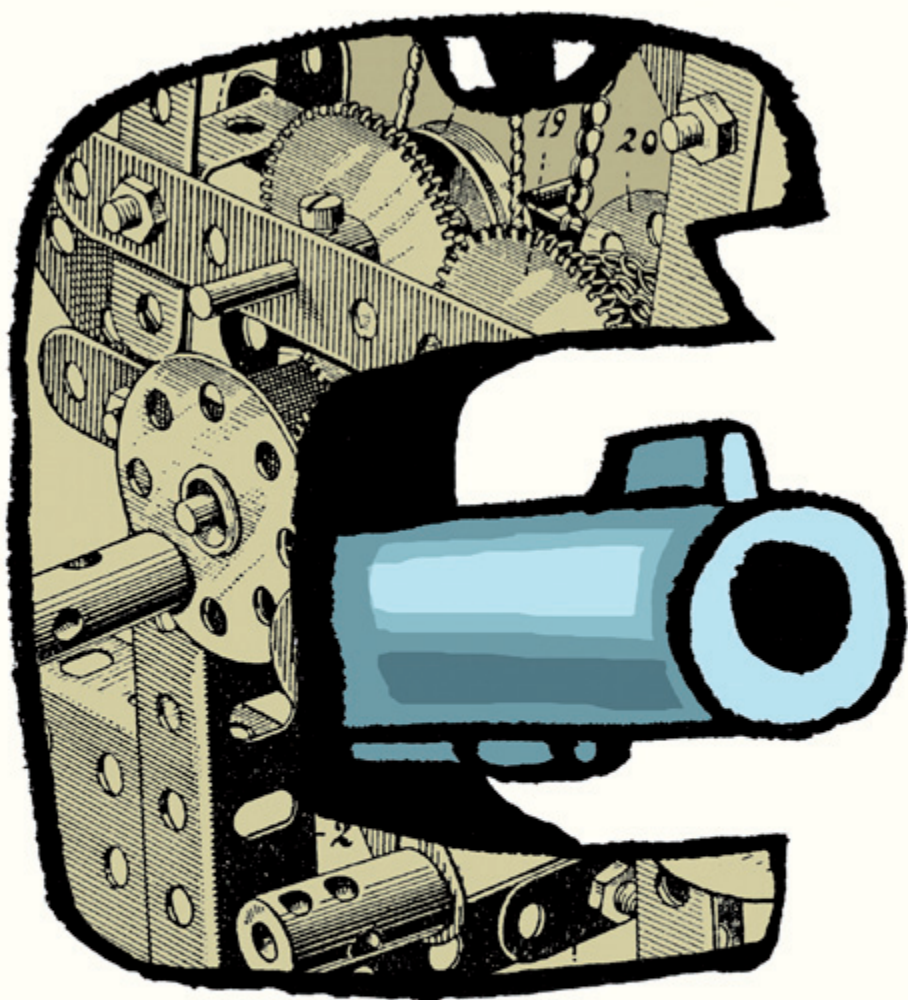
Samedi 14 mai

Pacte pour un enseignement d'excellence: et après?

Samedi 21 mai



THEATRE DE POCHE



L'ACCUSATEUR SOLILOQUE MENACANT DE : PASCAL VREBOS

MISE EN SCÈNE: JEAN-CLAUDE IDÉE AVEC: YVES CLAESENS
DU 17 AU 28 MAI 2016. reservation@poche.be ou
02/649.17.27. www.poche.be Dès 16 ans Durée : 1h15

Une coproduction du Théâtre de Poche et du TUP « Utopies en Marche »
Bois de la Cambre, 1a, Chemin du Gymnase, 1000 Bruxelles.

Illustration: Simon Mouton. Design: Yveline de Poche. Le Théâtre de Poche, 1000 Bruxelles. Image de la collection: Théâtre de Poche.

